

Matthew Casey

Compétition entre populistes et répression postcoloniale : Sténio Vincent, Joseph Jolibois et la montée de l'autoritarisme à la fin de l'occupation d'Haïti

Le présent article est basé sur des recherches menées dans des archives se trouvant en Haïti, en République dominicaine et aux États-Unis dans le but d'identifier les courants autoritaires existant en Haïti avant le départ des troupes étasuniennes, survenu en 1934. En 1930, les alliés populistes Sténio Vincent et Joseph Jolibois Fils avaient été élus, l'un en tant que président de la République, et l'autre en tant que président de la Chambre des députés. Mais quelques mois plus tard, les deux hommes avaient publiquement rompu leur alliance n'étant pas d'accord sur le rythme du retrait des troupes étasuniennes. Vincent avait alors orchestré l'arrestation et la destitution de Jolibois. Ce premier conflit entre d'anciens alliés s'inscrivait dans le cadre des luttes plus étendues pour le pouvoir entre le législatif et l'exécutif du nouveau gouvernement, notamment quant aux relations entre les États-Unis et Haïti et au rôle politique des classes ouvrières urbaines d'Haïti. Ces luttes étaient également

liées à la montée, en République dominicaine, du dictateur Rafael Trujillo. Dans le présent article, je montre que l'approche modérée de Vincent en matière de diplomatie avec les États-Unis avait entraîné la répression des voix plus radicales au sein de son gouvernement. La destitution de Jolibois avait été le début du ciblage que Vincent allait réserver à ses opposants idéologiques, et montre l'autoritarisme de son régime, qui s'était révélé dès la première année de son mandat.

Le 22 mai 1930, des foules d'Haïtiens s'étaient rassemblées à l'intérieur et à l'extérieur du palais présidentiel pour célébrer l'investiture du président intérimaire, Eugène Roy¹. Des enfants qui avaient passé toute leur vie sous l'occupation militaire étasunienne avaient défilé dans la rue brandissant des drapeaux haïtiens, au son de l'hymne national. Des groupes de femmes, d'étudiants, de paysans, d'ouvriers et de militants civiques y avaient également participé en grand nombre, indiquant l'avènement de nouveaux types de mobilisations politiques acceptées formellement. Des organisations patriotiques et d'autres associations qui représentaient la diaspora haïtienne vivant à Cuba étaient également présentes. L'événement avait atteint son point culminant à l'intérieur du palais, et avait mis en vedette Joseph Jolibois Fils, journaliste radical, qui avait été incarcéré plus d'une douzaine de fois au cours des années 1920 pour ses écrits et ses efforts d'organisation de manifestations. Ce jour-là, ce dernier et un groupe de nationalistes connus, constitué autant par des femmes que par des hommes, se trouvaient à l'intérieur du palais présidentiel

1 Merci à Andrew Haley pour ses commentaires sur une première version de cet essai, à Marek Steedman pour avoir partagé ses idées sur la recherche du populisme, et à Chevla Muñoz Ramos pour avoir aidé à faire préparer le texte pour la traduction. Nous voulons exprimer notre plus profonde gratitude aux évaluateurs anonymes pour leurs excellents commentaires, à Carolyn Fick pour ses conseils éditoriaux ainsi qu'à Antonio Artuso pour la traduction française de cet article.

afin de prononcer des discours². L'occupation militaire étasunienne était toujours en vigueur, mais Haïti semblait être à l'aube d'un changement politique majeur.

1930 avait été une année politiquement prometteuse pour Haïti. Le gouvernement d'occupation avait été contraint d'organiser des élections, qui avaient été promises depuis 1918, et le processus visant à mettre fin au régime militaire étasunien, qui durerait plusieurs années, avait commencé. Au scrutin d'octobre, de nombreux membres de l'*Union patriotique*, organisation opposée à l'occupation, avaient remporté des sièges au Sénat et à la Chambre des députés. Jolibois avait été élu président de la Chambre des députés, et son allié, Sténio Vincent, allait être nommé, lors d'une élection ultérieure, président de la République. Ces élections auguraient la présence d'une direction nationaliste au cours de la transition qui irait de la fin du contrôle étasunien à la construction de l'Haïti postcolonial³. Les relations entre Haïti et la République dominicaine semblaient également se trouver à l'aube d'une ère de paix. Jolibois et Vincent entretenaient des liens étroits avec Rafael Trujillo, président de la République dominicaine, élu quelques mois seulement avant celles du duo haïtien. Des paroles

2 «Notre confrère J. Jolibois Fils en action», *Haïti-Journal*, 21 mai, 1930. La liste complète telle qu'elle apparaît dans l'article est la suivante: l'Association patriotique des femmes haïtiennes, les Étudiants universitaires, une délégation des Boys-Scouts, une délégation de l'Union nationaliste, une délégation de l'Union patriotique d'Haïti, une délégation de l'Action constitutionnelle, une délégation de l'Entente des jeunes des Cayes, une délégation de la Colonie haïtienne de Cuba, présidée par M. Lamothe Azor, une délégation de Thomazeau, une délégation du Comité de Bolivar, une délégation de la Ligue de la Jeune Haïti, le Syndicat des cordonniers, le Syndicat des typos, le Syndicat des tailleurs, le Syndicat des selliers, le Syndicat des maçons, le Syndicat des malletiers, une délégation des industriels de Miragoâne, une délégation de la Fédération ouvrière de Petit-Goâve, le Syndicat des portefaix, débardeurs et travailleurs, le Syndicat des cireurs de bottes, de souliers et de bottines, une délégation du Syndicat des paysans de l'arrondissement de Port-au-Prince, le Syndicat des garçons de café, le Syndicat des ébénistes, des représentants de la Presse, le Comité exécutif de la Confédération nationaliste des ouvriers et des paysans d'Haïti, les Commis et employés de Commerce, les Sections patriotiques de la Capitale, le Syndicat des chauffeurs. Les intervenants qui ont participé aux événements à l'intérieur du palais étaient les suivants: «Melle Amélia Pierre Noël, Mme Victor Gaillard, Mme Milien Émilien, M. Maurice Louhisdon, Me Victor Cauvin, [et] M. George Séjourné».

3 Hans Schmidt, *The United States Occupation of Haiti, 1915-1934*, Brunswick, NJ, Rutgers University Press, p. 219.

chaleureuses, des visites d'État officielles et des célébrations entre les deux pays avaient été un bon augure quant aux années qui suivraient.

Mais rien de tout cela n'allait durer. Moins d'un an après les élections, Jolibois avait été destitué de la Chambre des députés après une rupture acrimonieuse d'avec Vincent. Cela avait été l'un des premiers cas de la répression auquel ce dernier soumettrait ses rivaux politiques. En 1936, soit six ans plus tard, Jolibois allait mourir en prison dans des circonstances mystérieuses, alors que Vincent allait devenir de plus en plus autoritaire. Et l'année suivante, le président dominicain Rafael Trujillo avait ordonné un massacre massif d'hommes, de femmes et d'enfants haïtiens vivant dans les zones frontalières entre les deux pays. La décennie précédente de collaboration transnationale s'était achevée par les actes génocidaires, dont le souvenir continue de hanter les peuples d'Haïti et de la République dominicaine. C'était comme si les dix années précédentes de collaboration entre les deux pays avaient été effacées.

Le présent article met l'accent sur la coopération et le conflit très médiatisés entre Vincent et Jolibois afin d'examiner les processus plus vastes inscrits dans le cadre des mécanismes de *désoccupation*, ainsi que les origines du régime autoritaire de l'Haïti postcoloniale. Les premiers conflits entre ces anciens alliés étaient plus que des fissures superficielles existant au sein du mouvement anti-occupation. Ils s'inscrivaient plutôt dans des luttes de pouvoir plus vastes, qui allaient opposer le législatif et l'exécutif du nouveau gouvernement, et porte, en particulier, sur les relations entre les États-Unis et Haïti et sur le rôle politique des classes ouvrières urbaines d'Haïti. Le présent article met également en lumière les moments où la politique haïtienne était liée aux processus ayant cours dans la voisine République dominicaine. De l'autre côté de la frontière, Rafael Trujillo exerçait la présidence au moment où Jolibois et Vincent assumaient le pouvoir en Haïti. Pour les trois hommes, les relations transfrontalières avaient apporté des avantages politiques à la fois concrets et symboliques. En outre, le despotisme croissant de Vincent constituait une version parallèle, bien que moins violente et de plus courte durée, au règne notoirement brutal de Trujillo, qui allait se poursuivre au cours de plusieurs décennies.

Peu après son élection à la présidence, les efforts de Vincent dans le but de cultiver une réputation de nationaliste populiste avaient été critiqués par le pouvoir législatif, beaucoup plus solide, et en particulier par Jolibois, président de la Chambre des députés, personnage charismatique hors du commun. Même si Vincent et Jolibois utilisaient la langue du peuple et de la nation, leur rivalité venait du fait qu'ils défendaient deux types distincts de populisme, chacun ayant des implications différentes pour l'avenir d'Haïti. Le populisme de Vincent, dirigé du haut vers le bas de la société, considérait les masses haïtiennes comme étant des accessoires devant être orchestrés lors de rassemblements contrôlés. Ces masses étaient considérées comme étant des bénéficiaires de la bienfaisance du président Vincent et étaient utilisées pour appuyer sa vision d'une Haïti postcoloniale ayant des liens étroits avec les États-Unis. Quant au populisme de Jolibois, il consistait à encourager la tenue de manifestations urbaines, spontanées et illimitées, visant à faire pression sur le gouvernement de Vincent et à protester contre la lenteur de la *désoccupation*. Les efforts de Vincent pour écarter Jolibois et d'autres concurrents nationalistes du pouvoir étaient fondamentalement liés à sa vision de la nature d'Haïti postcoloniale, et préfiguraient des formes de répression plus généralisées qu'il allait déchaîner plus tard contre ses opposants idéologiques. Le centrisme de Vincent, de type autoritariste, avait été présent bien avant que ce dernier ne cible les opposants marxistes ou que les troupes étasuniennes ne quittent le territoire haïtien.

L'histoire de trois populistes

Au moment de son élection en 1930, Sténio Vincent, qui avait été un fervent critique de l'occupation étatsunienne d'Haïti, avait recueilli un vaste appui pour son programme nationaliste. Il s'était servi dans ce but, tout au long de sa présidence, du personnage de Toussaint Louverture, et s'était vanté de mener Haïti vers sa seconde indépendance. En rupture avec les présidents haïtiens précédents, Vincent s'était fait connaître en prononçant des discours en créole comme moyen d'être inclus dans les

masses⁴. Une chanson populaire de cette époque, qui attribuait au nouveau président le surnom paternaliste de «Papa Vincent», montrait bien qu'il y réussissait :

Qui moune qui rainmin peuple-là ?

Cé Président Vincent.

En nous rélé : Mèci, papa Vincent⁵ !

Ses partisans qualifiaient son programme politique de «vincentisme» et louaient sa charité envers «des infortunés et des détreffés. La bourse de son excellence est constamment ouverte⁶».

La présidence de Vincent avait cependant engendré des interprétations historiographiques très divergentes quant à ses relations avec les États-Unis et au degré de son autoritarisme. Des chercheurs tels que Hans Schmidt et Michel-Rolph Trouillot considèrent que son élection avait été une étape importante d'accélération vers la fin de l'occupation; Trouillot affirme que Vincent «avait négocié avec fermeté le retrait des forces étasuniennes du territoire haïtien⁷». D'autres chercheurs, par contre, critiquent la lenteur de Vincent à rompre avec les États-Unis et à tenir tête aux occupants, contrairement à la rapidité vers ce but qu'il avait manifesté avant de devenir président. Léon Pamphile, par exemple, suggère que Vincent s'était trouvé devant la «nécessité impérative» de s'opposer aux États-Unis, comme tous les présidents haïtiens⁸. Suzy Castor affirme

4 Michel-Rolph Trouillot, *Haiti : State against Nation : The Origins and Legacy of Duvalierism*, New York, Monthly Review Press, 1990, p. 107 ; David Nicholls, *From Dessalines to Duvalier: Race, Colour, and National Independence in Haiti*, revised ed., New Brunswick, NJ, Rutgers University Press, 1996, p. 151 ; Chantalle F. Verna, *Haiti and the Uses of America : Post-U.S. Occupation Promises*, New Brunswick, N. J., Rutgers University Press, 2017, p. 72.

5 NDLA: En traduction française: «Qui aime les gens? C'est le président Vincent, et nous crions: merci, Papa Vincent». Ce poème est cité dans «Le bilan du premier mandat du Président Sténio Vincent 1930-1936», *La Relève*, mars-avril-mai, 1936, p. 117. Les paroles des chansons ont été publiées en créole telles qu'elles apparaissent dans le texte ci-haut.

6 Ibid., pp. 26, 117-118.

7 Trouillot, *Haiti: State against Nation*, p. 107. Voir également Schmidt, *United States Occupation*, p. 221.

8 Léon D. Pamphile, *Contrary Destinies: A Century of America's Occupation, Desoccupation and Recoccupation of Haiti*, Gainesville, University Press of Florida,

que le « nationalisme de Vincent s'est affaibli jusqu'à la servilité » après son élection⁹. D'autres chercheurs le décrivent comme étant un opportuniste qui, pour se maintenir au pouvoir, combinait la rhétorique nationaliste, les privilèges offerts par sa peau claire et l'alliance avec les États-Unis¹⁰. Plus récemment, Chantalle Verna a émis l'opinion que Vincent avait maintenu stratégiquement des liens avec les États-Unis pour garantir l'accès à des ressources financières et à de l'expertise technique au cours de la période de « fragile transition entre les protestations de 1929 et les négociations des années 1930¹¹ ».

De nombreux chercheurs soulignent également l'autoritarisme et la corruption de Vincent. Entre autres Matthew Smith, qui affirme que Vincent était devenu de plus en plus despotique au cours de ses onze années de règne, en particulier en réprimant les partisans de la gauche après le départ des troupes étasuniennes¹², et Leslie Péan, qui considère que l'occupation avait été un mélange des pires formes de corruption étasunienne et haïtienne. Selon Péan, le régime de Vincent d'après l'occupation n'avait rien changé à la situation : « Tous les espoirs suscités à la victoire des nationalistes allaient s'envoler en fumée en raison de la corruption politique qui allait suivre le départ des troupes étasuniennes, survenu en 1934¹³. »

Joseph Jolibois était extrêmement populaire et avait un effet considérablement polarisant. Tout au long des années 1920, il avait été arrêté à plusieurs reprises par les autorités étasuniennes en raison de ses écrits incendiaires. De nombreux Haïtiens l'avaient dénoncé pour ce qu'ils

2015, pp. 48-49.

9 Suzy Castor, *L'occupation américaine d'Haïti*, 3^e éd., n. l., Centre de recherche et de formation économique et sociale pour le développement, n. d., p. 236.

10 Léon Pamphile reconnaissait à la fois les contraintes auxquelles était soumis Vincent et son opportunisme. Pamphile, *Contrary Destinies*, p. 45; Voir aussi Magdaline W. Shannon, *Jean Price-Mars, the Haitian Elite and the American Occupation, 1915-1935*, New York, St. Martin's Press, 1996, p. 109; Nicholls, *From Dessalines to Duvalier*, pp. 165-166.

11 Verna, *Haiti and the Uses of America*, p. 68.

12 Matthew J. Smith, *Red & Black in Haiti: Radicalism, Conflict and Political Change, 1934-1957*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2009, pp. 13, 36-37

13 Leslie Péan, *Haïti, économie politique de la corruption, Tome III: Le saccage (1915-1956)*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2006, p. 27, 192.

considéraient être de la démagogie, alors que d'autres l'avaient célébré en tant que champion de la classe ouvrière et du nationalisme haïtien¹⁴. Au moment des élections de 1930, alors qu'il venait de retourner d'un voyage d'environ trois années à travers l'Amérique du Sud, sa popularité était à son apogée¹⁵. *Haïti-Journal*, journal fondé par Sténio Vincent, s'était exclamé : « C'est avec infiniment de plaisir que nous avons appris l'heureuse arrivée à Port-au-Prince de notre confrère J. Jolibois fils— après deux ans et demi de propagande active et intelligente dans l'Amérique latine [...] Nous envoyons à l'infatigable délégué de l'Union Patriotique notre plus cordial salut [...] Qu'il retrouve parmi nous la place à laquelle lui a fait droit le bon combat qu'il vient de combattre avec tant de succès à l'Étranger¹⁶. » Jolibois avait maintenu l'appui qu'il avait obtenu auprès des rangs, de plus en plus nombreux, des pauvres des villes. Un responsable étasunien avait déploré la popularité dont il jouissait parmi « les éléments radicaux et pieds nus¹⁷ ».

Bien que des mentions sur Jolibois soient omniprésentes dans les archives actuelles et dans les débats décrits dans les journaux d'alors, les textes d'analyse sur lui sont moins nombreux. Son nom était apparu sporadiquement dans les rapports des années 1920 sur la répression des journalistes. Michel Hector l'avait célébré en tant que précurseur du mouvement ouvrier haïtien et l'avait félicité pour sa tournée dans

14 Alan McPherson, « Joseph Jolibois Fils and the Flaws of Haitian Resistance to U.S. Occupation » *Journal of Haitian Studies* 16 (2) 2010; Michel Hector Auguste, « Sobre los albores del movimiento comunista en Haití, 1927-1936 », dans Michel Hector Auguste, éd., *Haïti: La lucha por la democracia*, Puebla, Pue., MX., Universidad Autonoma de Puebla, 1976, p. 35 ; Michel Soukar, « Joseph Jolibois Fils: Résistant et martyr », dans *Joseph Jolibois Fils, La doctrine de Monroe et autres textes*, éd., Michel Soukar, Pétiion-Ville, C3 Éditions, 2014.

15 Michel Hector, « Solidarités et luttes politiques en Haïti: L'action internationale de Joseph Jolibois Fils, 1927-1936 », *Revue de la Société haïtienne d'histoire et de géographie* 49 (176) juin 1993. Le récit personnel de Jolibois sur ce voyage a récemment été publié dans Michel Soukar, éd., *Joseph Jolibois Fils, La doctrine de Monroe et autres textes*.

16 « Notre confrère Jolibois Fils », *Haïti-Journal*, 8 mars 1930.

17 John Russell to Secretary of State, Untitled Report of General Conditions in Haïti from March 19, 1930 to April 25, 1930, April 25, 1930, US National Archives (ci-après USNA) RG 59 838.00-Conditions générales/41.

plusieurs pays d'Amérique latine¹⁸. D'autres commentateurs l'avaient jugé inefficace en raison de ses pitreries, de ses efforts apparemment délibérés pour se faire arrêter et des allégations affirmant qu'il souffrait de maladie mentale¹⁹. Dans la plupart des textes, Jolibois était traité comme un personnage spécial, et les mesures de répression prises par Vincent contre lui dans les années 1930 n'avaient pas retenu beaucoup d'attention, soit parce qu'on le prétendait fou, soit parce que ces arrestations semblaient identiques à celles qu'il avait subies au cours de la première période de la domination étasunienne. Je soutiens cependant que l'intégration de l'analyse de Jolibois dans le contexte plus large des années 1930 et la compréhension des mécanismes de la répression que ce dernier avait subi fourniront de nouvelles perspectives sur le processus d'haïtianisation et de *désoccupation*, en décrivant l'approche adoptée par Vincent en matière de gouvernance et en identifiant les premières tendances dictatoriales de celui-ci.

Les recherches sur le populisme entreprises en Amérique latine et aux Caraïbes peuvent nous aider à comprendre les descriptions apparemment contradictoires de Vincent et à analyser Jolibois au-delà des particularités de son caractère. Comme l'a expliqué Nadia Urbinati, les politiques populistes ont besoin de systèmes démocratiques, puisque les dirigeants invoquent la souveraineté du peuple et dépendent de la mobilisation massive de l'électorat. De telles tendances démocratiques sont toutefois sapées par la création, par les dirigeants, de divisions dichotomiques dans la société, qui peuvent conduire à des résultats politiques non inclusifs, voire autoritaires, par la « défiguration des principes démocratiques de la majorité et du peuple²⁰ ». Les études sur le populisme latino-américain décrivent, en effet, de nombreux cas où les dirigeants arrivent au pouvoir grâce à l'appui des masses et à des programmes de libération,

18 Hector, « Solidarité et luttes », pp. 7-10.

19 Robert Debs Heinl, Jr. and Nancy Gordon Heinl, *Written in Blood: The Story of the Haitian People, 1492-1971*, Boston, MA., Houghton Mifflin Company, 1978, p. 469n. 45; McPherson, « Joseph Jolibois Fils ».

20 Nadia Urbinati, "Political Theory of Populism," *Annual Review of Political Science* 22, 2019: 112, 124.

mais sombrent ensuite dans divers degrés d'autoritarisme²¹. Dans des cas comme ceux de Fulgencio Batista et de Rafael Trujillo, leur nature dictatoriale est devenue tellement extrême que les non-spécialistes ont tendance à oublier leurs origines populistes et leurs premières revendications de nature révolutionnaire²².

Bien que l'étude d'Haïti du début des années 1930 soit rarement incluse dans les analyses entreprises à l'échelle régionale, sa situation d'alors s'inscrit parfaitement dans les descriptions des populismes des époques de la Grande dépression et de l'après-guerre en Amérique latine. Une grande partie de ces recherches définissent les gouvernements populistes par leurs caractéristiques, ce qui est utile dans le cas de politiques critiquées pour leur ambiguïté et leur hétérogénéité. Ces travaux décrivent les efforts déployés par des dirigeants charismatiques pour obtenir l'appui populaire à la suite de transformations politiques et économiques. Les dirigeants populistes prétendent être l'incarnation du peuple, alors qu'ils mobilisent de nouveaux groupes pour reconstruire leurs coalitions politiques, qu'ils utilisent des spectacles publics de masse et qu'ils rompent avec la politique traditionnelle²³. Aux Caraïbes, cela impliquait l'établissement d'accords avec les organisations syndicales et la mobilisation de travailleurs non blancs, alors que nombre de ces syndicats et de ces travailleurs cherchaient à exclure ou à expulser les immigrants. Un grand nombre de dirigeants populistes avaient des idéologies politiques hétérogènes, qui mélangeaient des positions de droite et de gauche. L'élément unificateur

21 John Abromeit, Bridget María Chesterton, Gary Marotta and York Norman, "Introduction," in John Abromeit et al., eds., *Transformations of Populism in Europe and the Americas: History and Recent Tendencies*, New York, Bloomsbury, 2016, p. xiii.

22 Richard Turits, *Foundations of Despotism: Peasants, the Trujillo Regime, and Modernity in Dominican History*, Stanford, Stanford University Press, 2003; Lauren Derby, *The Dictator's Seduction: Politics and the Popular Imagination in the Era of Trujillo*, Durham, Duke University Press, 2009; Gillian McGillivray, *Blazing Cane: Sugar Communities, Class and State Formation in Cuba, 1868-1959*, Durham, Duke University Press, 2009, ch. 8; Gillian McGillivray and Thomas Rogers, "Populism in the Circum-Caribbean," in John Abromeit et al., *Transformations of Populism in Europe and the Americas*, p. 155.

23 Michael L. Conniff, "Introduction," in Michael L. Conniff, ed., *Populism in Latin America*, 2nd ed., Birmingham, AL, University of Alabama Press, 2012; Abromeit et al., "Introduction," p. xiv-xv.

des masses n'était pas tellement l'idéologie politique et les revendications que prônait le personnage charismatique, plus grand que nature, afin de consolider son pouvoir personnel. Comme Michael Conniff l'explique à propos des populistes d'Amérique latine, «l'étiquette la plus courante utilisée pour leur programme découlait du simple ajout du suffixe *ismo* à leurs noms²⁴».

Mais des théoriciens politiques tels qu'Ernesto Laclau définissent le populisme non comme une série de caractéristiques et comme un type de régime spécifique, mais plutôt comme un *mode* d'action politique spécifique visant à faire face à un type spécifique de situation. Laclau affirme que le populisme se produit lorsque des protestataires, de plus en plus aliénés par un État insensible, constituent un tout en réunissent, les unes aux autres, des revendications populaires non satisfaites, et lorsque le leader populiste est alors obligé de rompre avec les structures politiques traditionnelles qu'il vise à remplacer²⁵. En présentant le populisme comme un mode d'action politique découlant de revendications concrètes, Laclau rejette les critiques courantes selon lesquelles les dirigeants populistes manipulent les masses et utilisent une rhétorique creuse. Mais il explique que les dirigeants populistes, alors qu'ils prétendent représenter la nation toute entière, doivent en réalité maintenir une division faite de dichotomie et d'exclusion au sein de la société, et qu'ils dépendent de celle-ci pour assurer leur pouvoir. Laclau soutient que les dirigeants populistes peuvent ainsi organiser et canaliser des revendications que les idéologies politiques traditionnelles considèrent comme étant fallacieuses. Ils créent ainsi un moyen puissant de mobiliser des acteurs politiques, moyen qui peut sembler chaotique. L'étude de ces faits permet de comprendre plus profondément des dynamiques politiques qui seraient autrement impénétrables. Selon Laclau, «le populisme est le moyen privilégié permettant

24 Conniff, "Introduction," p. 5; Lara Putnam, *Radical Moves: Caribbean Migrants and the Politics of Race in the Jazz Age*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2013, pp. 83, 96-98; McGillivray, *Blazing Cane*, pp. 189-192 et ch. 8; McGillivray and Rogers, "Populism in the Circum-Caribbean," pp. 153-154.

25 Ernesto Laclau, *On Populist Reason* [2005], New York, Verso, 2018, p. 13 et le chapitre 4.

de comprendre des éléments essentiels de la constitution ontologique du politique en tant que tel²⁶».

Ces deux types d'analyses sur le populisme contribuent à étoffer l'histoire de la période finale de l'occupation d'Haïti. Comme dans d'autres régions des Caraïbes, l'économie d'exportation d'Haïti avait été la plus durement touchée par la Grande dépression mondiale. Même avant cela, les politiques d'occupation avaient provoqué une migration rurale-urbaine, de sorte que Port-au-Prince avait connu un afflux de personnes qui s'y rendaient pour exercer des emplois informels dans des secteurs tels que les services domestiques et le petit commerce²⁷. À côté de ces travailleurs informels, majoritairement non syndiqués, proliféraient de nouvelles organisations politiques dirigées par des femmes, des travailleurs, des étudiants et des militants politiques radicaux de différents types²⁸. Le processus de retrait militaire étasunien en cours avait placé Haïti au seuil d'une série de changements politiques et économiques. Comme d'autres populistes de la région, Vincent et Jolibois misaient sur leur charisme et sur des symboles nationalistes pour mobiliser ces nouveaux acteurs politiques.

Le fait de considérer le populisme comme un mode nous permet d'en approfondir l'analyse et d'établir des distinctions entre Vincent et Jolibois au-delà de leurs similitudes superficielles. Bien qu'ils se servissent

26 Laclau, *On Populist Reason*, p. 67.

27 Matthew Casey, "Domestic Workers and Foreign Occupation: Haitian Servants, US Marines, and Conflicts over Labor and Empire in Haiti, 1915-1934," *International Labor and Working-Class History* 96, Fall 2019: 149-152.

28 Sur le rôle des jeunes, des femmes et d'autres groupes radicaux urbains, voir Patti M. Marxsen, *Jacques Roumain: A Life of Resistance*, Pompano Beach, FL, Caribbean Studies Press, 2019, p. 65; Grace L. Sanders Johnson, "Occupied Thoroughfares: Haitian Women, Public Space, and the United States Occupation, 1915-1924," in Shalini Puri and Lara Putnam, eds., *Caribbean Military Encounters*, New York, Palgrave Macmillan, 2017; Grace Sanders Johnson, «Burial Rites, Women's Rights: Death and Feminism in Haiti, 1925-1938» *Caribbean Review of Gender Studies* 12, 2018; Matthew Casey, "Domestic Workers"; Alan McPherson, «Personal Occupations: Women's Responses to U.S. Military Occupations in Latin America», *The Historian* 72, 2010; Myriam Chancey, *Framing Silence: Revolutionary Novels by Haitian Women*, New Brunswick, NJ, Rutgers University Press, 1997; Chelsea Stieber, *Haiti's Paper War: Post-Independence Writing, Civil War, and the Making of the Republic, 1804-1954*, New York, NYU Press, 2020, ch. 7.

de vocabulaires nationalistes similaires, Vincent et Jolibois visaient des formes de gouvernement très différentes. Le régime visé par Vincent était une version de populisme contrôlée du haut vers le bas de la société, qui traitait les masses comme étant des bénéficiaires passifs des avantages prodigués par un directeur général charismatique, plus grand que nature. Ses relations de travail avec le gouvernement étasunien étaient cohérentes avec celles d'autres dirigeants populistes de la région²⁹. Quant au type de populisme envisagé par Jolibois, qui était fondamentalement différent, était ouvert à toutes et à tous, et comptait sur des protestations urbaines spontanées contre le contrôle étasunien, engendrées par les orientations émanant du pouvoir législatif. Les rivalités personnelles concernant la fin de l'occupation d'Haïti, étaient enracinées dans des idées fondamentalement différentes sur la politique de masse, et ces conflits constituaient la répétition générale d'une répression ultérieure plus systématique.

La préparation du terrain pour la transition postcoloniale

Des conflits sur la nature et le rythme de la *désoccupation* avaient existé même avant que les élections de 1930 ne catapultent Vincent et Jolibois au pouvoir. En 1929, les étudiants avaient organisé une grève à l'École agricole de Damien, qui s'était rapidement transformée en une protestation plus large contre la présence étasunienne. Avant la fin du conflit, les « marines » avaient massacré un groupe de manifestants haïtiens près des Cayes, dans le sud d'Haïti³⁰. En raison de ce fait, le président Louis Borno avait été contraint de renoncer à sa candidature aux élections à venir, et il était même harcelé par les enfants des rues lorsqu'il se promenait à Port-au-Prince³¹.

Les protestations avaient également incité le président des États-Unis, Herbert Hoover, déjà partisan du retrait des troupes étasuniennes, à nommer la Commission Forbes pour examiner les options permettant

²⁹ Derby, *The Dictator's Seduction*.

³⁰ Les journaux haïtiens ont rapporté que 24 protestataires sont morts et que 51 autres ont été blessés. Schmidt, *The United States Occupation of Haiti*, p. 199-200

³¹ Untitled Report from April 24, 1930 to May 27, 1930. John Russell to Secretary of State, May 27, 1930, USNA RG 59 838.00-General Conditions/44.

de réformer et, finalement, de mettre fin à l'occupation³². Il s'agissait de la première instance de surveillance étasunienne depuis la Commission Mayo et les enquêtes du Sénat menées en 1921³³. En 1930, six ans après le retrait des troupes étasuniennes de la République dominicaine, et quinze ans après le débarquement des premiers « marines » en Haïti, les Haïtiens avaient commencé à discuter de la *désoccupation* et d'un avenir libéré de la présence des troupes étasuniennes. Les rapports de journaux sur les manifestations à Port-au-Prince révèlent la diversité des idées sur le rôle que devaient jouer les Haïtiens en vue de la *désoccupation*. Un article de la presse étasunienne, traduit et republié dans *Le Matin* d'Haïti, racontait le fait suivant : un des membres civils de la Commission Forbes du Kansas, M.W. White, se tenait devant son hôtel lorsqu'« un cortège de manifestants haïtiens passait devant [lui] », et une manifestante, « une vieille négresse [...] s'est arrêtée devant lui et lui a dit : « S'il vous plaît, commission, délivrez-nous. » Et tout en parlant elle s'inclinait. M. White s'inclinant aussi, lui a saisi la main et l'a baissée. Il y a eu d'abord un moment de silence, puis les cris et les acclamations ont retenti se propageant dans toute la ville. De tous côtés on n'entendait que « Vive la commission ! Vive le président Hoover³⁴ ! » .

Cette manifestation publique, accompagnée de connotations nationales, raciales et religieuses, donnait un exemple de la déférence haïtienne féminine et suggérait que les États-Unis joueraient, jusqu'à la fin, le rôle d'arbitre de la souveraineté haïtienne.

Non loin de là, dans un autre quartier de Port-au-Prince, un groupe de plus de 1 500 manifestants avait fait des déclarations plus enflammées, affirmant que les militants haïtiens devaient jouer un tout autre rôle dans un tel processus. Les manifestants, empêchés par la police de s'approcher de l'hôtel, s'étaient rassemblés autour d'un monument dédié au leader révolutionnaire Jean Jacques Dessalines afin de « protester contre

32 Max U. Duvivier, *Trois études sur l'occupation américaine d'Haïti (1915-1934)*, Montréal, Mémoire d'encrier, 2015, pp. 65-68.

33 Verna , *Haiti and the Uses of America*, p. 51 ; « La Commission d'enquête et les commentaires de la Presse des États-Unis », *Le Matin*, 11 mars, 1930.

34 « La Commission d'enquête et les commentaires de la Presse des États-Unis », *Le Matin*, 11 mars, 1930.

l'occupation américaine et demander le rétablissement d'un gouvernement purement national³⁵ ». Deux jours plus tôt, une autre manifestation, tenue à la capitale haïtienne, s'était terminée dans la violence en raison de rumeurs qui avaient circulé sur une tentative secrète de faire réélire à la présidence le candidat sortant, Louis Borno : « Une foule de quelque 1,500 personnes s'était assemblée, vers 10 heures du soir devant le bâtiment du Conseil d'État, où toutes les lumières étaient éteintes ». Les manifestants étaient convaincus que des machinations politiques se préparaient sous le couvert de l'obscurité ; « malgré les efforts de la garde pour disperser les manifestants, une sanglante bataille se produisit ». Des membres de la Garde auraient poignardé un manifestant et écrasé la main d'un autre protestataire avec une matraque³⁶. Alors que certaines manifestations avaient été organisées de façon contrôlée, et étaient respectueuses envers les dirigeants étasuniens, d'autres, plus militantes, étaient menées sous l'initiative des manifestants eux-mêmes.

Les manifestations avaient montré le rôle que les femmes et que la nouvelle génération de militants jouaient dans la politique haïtienne. À Port-au-Prince, l'une d'elles « était menée principalement par des jeunes gens appartenant aux organisations de la jeunesse formées ces derniers temps³⁷ ». Une autre, « a été précédée d'un service religieux, à l'église du Sacré-Cœur, organisé par les femmes de Port-au-Prince³⁸ ». Au cours des années 1920, bien qu'un certain nombre de femmes et d'enfants travailleurs participaient à des manifestations de rue et à d'autres formes autonomes d'organisation, il était clair que les étudiants, les jeunes et les femmes jouaient désormais un rôle de plus en plus public dans les organisations politiques formelles³⁹.

C'est dans ce contexte de protestations massives organisées par des groupes politiques relativement nouveaux, qu'allaient avoir lieu les élections tant attendues de 1930, et que les deux candidats populaires avaient

35 Ibid.

36 « Manifestation à Port au Prince », *Le Matin*, le 11 mars 1930.

37 Ibid.

38 « La Commission d'enquête et les commentaires de la Presse des États-Unis », *Le Matin*, 11 mars, 1930.

39 Voir la note 28.

été appuyés. Jolibois et Vincent s'étaient présentés, l'un à la Chambre des députés et l'autre au Sénat d'Haïti. Les deux faisaient partie d'un groupe de nationalistes connu sous le nom de Cartel⁴⁰. Le fait que Vincent soit le propriétaire d'*Haïti-Journal* avait permis à cette publication de diffuser régulièrement des articles célébrant Jolibois et de tenir les lecteurs au courant des détails de sa campagne⁴¹. Alors que les responsables étasuniens se plaignaient des activités de Jolibois, *Haïti-Journal* rapportait que ce dernier « était inépuisable. Il exposa avec ampleur son programme qui est celui de tous les vrais nationalistes⁴² ».

À l'instar d'autres dirigeants populistes de la région, Jolibois, Vincent et d'autres membres du Cartel avaient obtenu l'appui des nouveaux acteurs politiques urbains, au grand dam de leurs opposants⁴³. Dans un article critique, *L'Élan* s'était plaint de la popularité de Jolibois, de son « langage impertinent » et du fait qu'il utilisait son influence sur les masses pour contrôler Eugène Roy, le président intérimaire⁴⁴. En effet, comme dans les années 1920, Jolibois revendiquait la responsabilité de manifestations apparemment spontanées de la classe ouvrière urbaine⁴⁵. Le même journal s'était plaint plus tard du fait que: « Personne n'ignore que Monsieur Roy a eu une peur effrayante de l'influence de Jolibois qui l'a plus d'une fois menacé des fondres de sa légion⁴⁶ ». Les rapports des services de renseignement étasuniens avait décrit Jolibois comme étant « populaire au point d'être dangereux, parce que sa popularité grandissait au sein de la classe la

40 Shannon, *Jean Price-Mars*, p. 96; Alan McPherson, *The Invaded: How Latin Americans and their Allies Fought and Ended U.S. Occupations*, New York, Oxford University Press, 2014, p. 256.

41 Par exemple, le journal a publié une lettre de Georges Séjourné, opposant connu contre l'occupation, qui avait des références nationalistes irréprochables, qui louait l'activisme réussi de Jolibois dans toute l'Amérique latine et aux Caraïbes. « Jolibois-Fils: Vu par Georges Séjourné », *Haïti-Journal*, 24 mai 1930.

42 « Joseph Jolibois Fils », Bureau du chef de la police, Port-au-Prince, 9 novembre 1930, USNA RG 127 E 38 Box 15; « Jolibois ovationné. À Hinche, à Maïssade et à Thomonde », *Haïti-Journal*, 11 juillet, 1930.

43 Laclau, *On Populist Reason*, 16-19.

44 « Jolibois au palais », *L'Élan*, 6 août, 1930.

45 Casey, "Domestic Workers," p. 161.

46 « La G. d'H et l'Occupation ont-elles peur de Jolibois comme Monsieur Roy », *L'Élan*, 22 octobre, 1930.

plus basse des Haïtiens⁴⁷ ». Malgré cela, Eugène Roy, contrairement à son prédécesseur ou à son successeur, n'allait jamais essayer de faire taire ou d'incarcérer Jolibois.

Une autre indication de la nature populiste de Jolibois était le fait que sa plateforme politique était connue sous le nom de « joliboïsisme ». Toujours critique, *L'Élan* avait dénoncé ce qu'il considérait comme étant les principes du « joliboïsisme », qui, selon lui, était un ensemble de promesses irresponsables et de chimères. Celles-ci comprenaient « désoccupation intégrale et inconditionnelle », ainsi que l'interdiction, pour toute personne ayant servi dans le gouvernement sous les présidents Dartiguenave et Borno, d'exercer de futures fonctions publiques. Ces promesses, comme celles d'autres populistes caribéens, comprenaient, entre autres, des avantages pour les travailleurs autochtones et des mesures xénophobes à l'égard des immigrés. L'article mentionnait sarcastiquement le désir de Jolibois de fournir « de l'or à profusion à la masse prolétarienne », et l'associait aux propositions anti-immigration ciblant les Syriens et d'autres groupes étrangers. Il faisait également état des revendications religieuses, entre autres la création d'un clergé national par opposition à un clergé étranger et une « Remise en honneur des pratiques du Vaudou⁴⁸ ».

Jolibois avait continué ses envolées théâtrales politiques et son journalisme sensationnaliste pendant la saison électorale, qui suscitaient du mépris. Deux photographies, qui circulaient à Port-au-Prince, avaient exaspéré le plus ses adversaires. Susceptibles d'être particulièrement attrayantes pour les électeurs analphabètes, elles dépeignaient Jolibois en uniforme de prisonnier, assis près d'un tas de pierres qu'il venait vraisemblablement de briser. Jolibois et ses partisans espéraient probablement renforcer ainsi le personnage de martyr qu'il avait cultivé lors de ses arrestations, alors que ses opposants y voyaient une preuve de sa fourberie.

47 « Joseph Jolibois Fils », Bureau du chef de la police, Port-au-Prince, 9 nov. 1930, USNA RG 127 E38 Box 15.

48 « La G. d'H et l'Occupation ont-elles peur de Jolibois comme Monsieur Roy », *L'Élan*, 22 octobre, 1930. Je n'ai identifié aucun écrit de Jolibois contre les Syriens ou d'autres groupes d'immigrants en Haïti, même s'il n'aurait pas été surprenant d'en découvrir si l'on considère que des formes de xénophobie étaient répandues parmi de nombreux mouvements populistes en Amérique latine et dans les Caraïbes. Voir Putnam, *Radical Moves*, p. 98.

Bien que Jolibois avait réellement passé beaucoup de temps en prison, *L'Élan* l'accusait d'avoir conçu la mise en scène de ces photos, affirmant qu'elles n'auraient pas été possibles sans la collaboration de gardiens de prison parce que ses poses étaient artificielles et que les traits de son visage étaient trop identifiables⁴⁹. Le fait qu'il avait été emprisonné à plusieurs reprises n'avait à aucun moment été évoqué.

Un autre article de presse montrait bien les divisions et la popularité que Jolibois suscitait. L'auteur se plaignait de ce que les paysans des zones situées à l'extérieur de Port-au-Prince croyaient que Jolibois, pour nuire à ses rivaux, allait révéler les preuves de l'existence d'une salle secrète de l'École agricole de Damien, qui serait remplie de chaînes et d'autres instruments, que les autorités d'occupation, en collaboration avec Louis Borno et avec Constance Mayard, la candidate rivale de Jolibois, « avaient fait préparer pour les mettre en esclavage ». L'écrivain y voyait une rumeur farfelue et affirmait avec exaspération que « la comédie de Jolibois a assez duré⁵⁰ ». Mais une telle rumeur révélait probablement aussi les inquiétudes qu'éprouvaient les paysans vivant près de Port-au-Prince. Alors qu'un grand nombre de personnes pensaient que le développement tel que celui promu par l'école de Damien serait l'héritage rural de l'occupation, ces rumeurs suggéraient une autre hypothèse. Une année plus tôt, l'École d'agriculture avait été la cible d'une grève nationale, et celle-ci était devenue l'un des plus récents symboles de l'oppression exercée par les autorités contre les ruraux haïtiens, qui incluaient le travail forcé de prisonniers, la *corvée*, le déplacement rural, la privatisation des terres et le recours à la violence⁵¹. Les critiques avaient néanmoins traité Jolibois d'« agitateur » et

49 « Le mensonge par la photographie », *L'Élan*, 10 août, 1930.

50 « La G. d'H et l'Occupation ont-elles peur de Jolibois comme Monsieur Roy », *L'Élan*, 22 octobre, 1930.

51 Sur l'école de Damien et sur la grève, voir Verna, *Haiti and the Uses of America*, pp. 58-62. Pour des discussions sur la campagne haïtienne sous l'occupation, voir Matthew Casey, *Empire's Guest Workers: Haitian Migrants in Cuba during the Age of US Occupation*, New York, Cambridge University Press, 2017, ch. 2; Matthew Casey, « Habitudes haïtiennes ou politiques d'occupation ? : Harris Lifschitz et l'inégalité de la construction de l'État en Haïti, 1898-1921 », *Journal of Haitian Studies* 21 (2) Fall 2015 : 127-131 ; Justin Jackson, « Les routes vers l'Empire américain : travaux publics militaires américains et transitions capitalistes, 1898-1934 », *Journal of Historical Sociology* 33 (1) March 2020 ; Patricia J. Lopez, « Clumsy Beginnings: from

l'avaient accusé de « continuer à duper le pauvre peuple et tenir ses passions en éveil » par les « funestes propagandes » qu'il diffusait⁵². Si l'épisode de l'école de Damien attirait les ruraux haïtiens comme un aimant et était un récit qui apaisait leurs angoisses, l'histoire suggère que Jolibois, d'une façon vraiment populiste, en était peut-être venu à personnifier leurs espoirs. Pour *L'Élan*, cela résumait tout ce qui était incorrect dans l'approche de Jolibois en matière de démocratie et de politique de masse.

Au cours des mois précédant l'élection, de nombreux efforts avaient été déployés, d'une part par les rivaux de Jolibois pour le discréditer, et d'autre part par *Haïti-Journal* de Vincent pour le défendre. Les journaux critiquaient le comportement de Jolibois avant l'occupation et pendant les premières années de celle-ci. *Haïti-Journal* avait néanmoins pris sa défense⁵³. Grâce à l'aide de Sténio Vincent et des autres membres du Cartel, Jolibois avait maintenu l'appui dont il jouissait de la part de ses défenseurs au sein des pauvres des villes et du mouvement de jeunesse en pleine croissance. Mais *Le Pays*, parmi les autres médias qui diffusaient une couverture négative contre lui, avait publié une lettre anonyme signée « un groupe de jeunes », qui déclarait ceci :

Écoutez : Vous dites que Jolibois est fou. Qu'importe ! Nous voterons pour Jolibois fou.
Vous dites que Jolibois a volé.
Nous voterons pour Jolibois voleur.
Nous voterons pour Jolibois interné.
Nous voterons pour Jolibois exilé.
Nous voterons pour Jolibois assassin, pour Jolibois même enragé.
L'Amérique latine sera contente.

Sous ce poème, un éditeur du journal *Le Pays* avait ajouté la note sarcastique suivante : « Il y aura dans notre prochaine Chambre des députés un fou, un voleur et un enragé. Trois personnes réunies en une seule, dans

“modernizing mission” to humanitarianism in the US occupation of Haiti (1915-1934) », *Environnement et planification A* 47, 2015 : 2240-2256.

52 « La G. d'H et l'Occupation ont-elles peur de Jolibois comme Monsieur Roy », *L'Élan*, 22 octobre, 1930.

53 Voir en tant qu'exemple : « Une lettre de MM. Marc Philantrope, Frédéric Beauport, Jh Danis Defay, Mor Défa », *Le Nouvelliste*, 24 juillet, 1930 ; « Le général Benoit Rameau parle au peuple », *Le Pays*, 24 juillet, 1930 ; Mexile, « Idées et opinions : Autour des attaques contre Jolibois », *Haïti-Journal*, 30 juillet, 1930.

l'épaisse personne de Jolibois fils⁵⁴ ». Comme auparavant, Jolibois combinait sa popularité nationale et la collaboration transnationale, notamment celle de la République dominicaine, qui partageait un certain parallélisme politique avec Haïti. Les troupes étasuniennes avaient quitté la République dominicaine en 1924, et Horacio Vasquez en était le président. En février 1930, juste avant le retour de Jolibois d'Amérique du Sud, Rafael Trujillo avait appuyé un coup d'État qui avait remplacé le dirigeant dominicain vieillissant par un dirigeant intérimaire⁵⁵. Les deux pays avaient eu en même temps des présidents intérimaires, et des élections y étaient prévues pour bientôt.

Jolibois avait visité la République dominicaine au cours de cette période, ce qui avait accru sa réputation nationale et internationale et augmenté les ressources nécessaires à sa campagne électorale. Un mois à peine avant les élections dominicaines, entre le 18 et le 21 avril, Jolibois s'était envolé de Port-au-Prince à San Pedro de Macorís, en République dominicaine, puis s'était rendu à Santo-Domingo, où il avait reçu un accueil chaleureux. Le président intérimaire Rafael Estrella Ureña avait organisé une « réception publique [...] en l'honneur de Jolibois [...] au palais présidentiel ». Parmi les autres invités se trouvait « l'aspirant à la présidence, le général Rafael Trujillo⁵⁶ ». Et le jour du départ de Jolibois du pays, le journal dominicain *La Opinión* avait publié une interview élogieuse du « patriote haïtien Jolibois Fils ». L'article réitérait la solidarité haïtiano-dominicaine, tout en critiquant les dirigeants précédents des deux pays et « l'impérialisme yankee⁵⁷ ».

Les responsables étasuniens avaient compris que les fréquentes visites de Jolibois en République dominicaine étaient liées à la campagne de ce

54 « Une lettre anonyme », signée: Un groupe de jeunes, *Le Pays*, 26 juillet, 1930.

55 Eric Paul Roorda, *The Dictator Next Door: The Good Neighbor Policy and the Trujillo Regime in the Dominican Republic, 1930-1945*, Durham, Duke University Press, 1998, 31-32.

56 Untitled Report from April 24, 1930 to May 27, 1930, John Russell to Secretary of State, 27 May, 1930, USNA RG 59,838.00-General Conditions/44.

57 “En interesante conversación con el periodista Jolibois, éste nos habla de la situación de Haití,” *La Opinión*, 21 de abril, 1930; Untitled Report from April 24, 1930 to May 27, 1930, John Russell to Secretary of State, 27 May, 1930, USNA RG 59,838.00-General Conditions/44 [Enclosed press clipping].

dernier. Ceci montrait que les processus postcoloniaux haïtiens et dominicains avaient été, pour une brève période, liés. Un rapport étasunien avait noté laconiquement que : « Jolibois centre ses activités sur sa candidature au poste de député. Il se rend fréquemment à Santo Domingo, où [il] est toujours acclamé par la *populance* [sic] ». De plus, Trujillo avait fourni de l'aide matérielle à la campagne de Jolibois. Quelques jours seulement après la dernière visite de Jolibois en République dominicaine, une « presse à imprimer a traversé la frontière à bord de camions » à destination de ce dernier. Jolibois avait déclaré fièrement à ses pairs que « son imprimerie était un cadeau des politiciens de S.D. [Santo Domingo] pour faire campagne contre les Amér. / Occupation [Américains qui maintiennent l'occupation] en Haïti⁵⁸ ».

Jolibois avait, en même temps, aidé les efforts de Trujillo, qui visait à obtenir un poste politique. Trujillo, en tant que chef de la Police nationale (organisme qui porterait plus tard le nom d'« Armée nationale ») pendant la campagne, avait supervisé les efforts visant à réprimer la résistance. Tout au long de l'année 1930, les militaires dominicains avaient parcouru la campagne à la recherche de rebelles armés, de saboteurs des communications et de tout ce qui avait « un caractère séditieux ». Ils avaient saisi des armes, emprisonné des rivaux et intensifié la répression de crimes non politiques tels que ceux liés aux jeux de hasard⁵⁹. Au début, les efforts de Trujillo visant à surveiller ses rivaux politiques avaient été facilités par le partenariat avec Jolibois. Au début des années 1930, avant les élections haïtiennes, des responsables étasuniens avaient affirmé que Jolibois avait informé Trujillo que « le Présid. Borno fournissait des armes à deux candidats présid. à Santo Domingo ». Jolibois avait ainsi eu l'occasion de discréditer son ennemi politique (Borno) et d'établir une relation de travail

58 « Joseph Jolibois Fils », Bureau du chef de la police, Port-au-Prince, novembre 1999 ; 9, 1930. USNA RG 127 E138, boîte 15.

59 Voir par exemple Bartolome Pujals M., Capitan, EN, Oficial Comandante 13ra. Compañía, Sanchez, RD, « Orden de Patrulla » (Ordre de patrouille), 27 octobre, 1930. LEG-804870 Archivo General de la Nación (Archives générales de la nation) (Santo Domingo) Police nacional (ci-après nommée AGNPN) 17/125/71; Francisco Ramirez, Capitan, EN, Comandante 6ta Compañía, EN, San Pedro de Macoris, « Orden de Compañía #4, » 21 de abril, 1930, LEG-804870 AGNPN 17/125/24.

avec celui qui semblait se trouver à l'aube d'un brillant avenir politique en République dominicaine.

Avec un leader intérimaire à la tête du gouvernement dominicain, Trujillo avait fait campagne pour la présidence et avait utilisé son influence au sein de l'armée pour harceler ses opposants et faire en sorte qu'il serait victorieux en mai. Peu de temps après, il avait remporté l'élection présidentielle dominicaine. Sténio Vincent avait célébré la relation naissante avec Trujillo et avait crédité Jolibois pour ces succès. Les télégrammes de félicitations de Jolibois à Trujillo avaient été republiés en français et en espagnol dans les pages d'*Haiti-Journal* de Vincent sous le titre « Notre Confrère J. Jolibois-Fils en action⁶⁰ ».

À la fin mai, après l'élection de Trujillo, pendant que Jolibois faisait campagne, des militaires et des responsables gouvernementaux dominicains avaient à leur tour visité Jolibois à Port-au-Prince⁶¹. L'investiture de Trujillo avait eu lieu en août, marquant ainsi le début de trente et une années de règne d'une des plus violentes dictatures de la région⁶². Les liens diplomatiques de Trujillo avec le gouvernement haïtien constituent un chapitre souvent négligé sur les relations haïtiano-dominicaines, qui avait été ternies, en 1937, par le massacre d'innombrables Haïtiens dans les zones frontalières. Mais au cours des années précédentes, Trujillo avait joué un rôle actif dans la politique intérieure d'Haïti⁶³.

60 « Notre confrère J. Jolibois-Fils en action », *Haiti-Journal*, 21 mai, 1930.

61 « Joseph Jolibois Fils », Bureau du chef de la police, Port-au-Prince, 9 nov. 1930, USNA RG 127 E138, Box 15.

62 Turits, *Foundations of Despotism*; Derby, *The Dictator's Seduction*; Roorda, *The Dictator Next Door*.

63 Edward Paulino, *Dividing Hispaniola: The Dominican Republic's Border Campaign Against Haiti, 1930-1961*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2016, pp. 52-53; Milagros Ricourt, *The Dominican Racial Imaginary: Surveying the Landscape of Race and Nation in Hispaniola*, New Brunswick, NJ, Rutgers University Press, 2016, pp. 31-32 ; Bernardo Vega, *Trujillo y Haití, Vol. IV (1946-1950): El complot contra Estimé*, Santo Domingo, DR, Fundación Cultural Dominicana, 2009, pp. 26-27.

Deux présidents prennent le pouvoir

En octobre de la même année, en Haïti, les élections tant attendues avaient eu lieu. Les candidats nationalistes avaient emportées celles-ci haut la main, notamment Jolibois, qui était devenu président de la Chambre des députés, où il a été rejoint par Victor Cauvin, son compatriote opposé à l'occupation. Jean Price-Mars, le célèbre intellectuel *indigéniste*, ainsi que Sténio Vincent, avaient également remporté des sièges au Sénat, sans parler de la victoire du futur président Dumarsais Estimé⁶⁴. Un mois plus tard, Vincent avait été choisi en tant que président par les législateurs parmi les sénateurs haïtiens récemment élus. Il allait prendre le pouvoir le 18 novembre 1930, ayant été nommé pour un mandat qui, initialement, devait se terminer le 15 mai 1936⁶⁵.

La nature populiste des élections de 1930 en Haïti avait été relevée par *Le Matin*, journal qui appuyait la rivale de Jolibois, Constance Mayard. Le quotidien s'était déclaré préoccupé par le fait que l'électorat haïtien avait choisi des candidats en raison de leur réputation nationaliste et de leur intransigeance envers l'occupation, plutôt que pour leurs politiques ou leur substance⁶⁶. De même, *Le Pays* avait utilisé un refrain antipopuliste classique en déplorant que « Jolibois sait manœuvrer le peuple et les assemblées⁶⁷... ». Au lendemain des élections législatives d'octobre, *Le Matin* s'était plaint que pendant deux nuits, dans certains quartiers, les partisans du Cartel avaient circulé dans les rues et insulté les personnes qui avaient soutenu leurs rivaux politiques, et leur avaient même jeté des pierres. Des conflits avaient alors éclaté, montrant ainsi la popularité du parti officieux au sein des pauvres des villes⁶⁸.

Le caractère populiste de Vincent s'était accru après son élection. Non seulement il prétendait être un Toussaint Louverture du XXe siècle, mais

64 « Les élections législatives : les résultats », *Le Matin*, 15 octobre, 1930.

65 « Décret », Assemblée nationale, 18 novembre, 1930. Dans *Bulletin des Lois et Actes: Année 1930*, Département de la Justice, Port-au-Prince, Imprimerie de l'État, 1930, p. 316.

66 « Les indications des élections récentes », *Le Matin*, 17 octobre, 1930.

67 « Autre thème du discours de Jolibois », *Le Pays*, 11 novembre, 1930.

68 « À l'attention de la Police », *Le Matin*, 18 octobre, 1930.

il se vantait aussi de mener Haïti vers sa deuxième indépendance⁶⁹. Le fait que le vote présidentiel avait eu lieu à une date proche de l'anniversaire de la bataille de Vertières, décisive pour la Révolution haïtienne, n'avait fait qu'ajouter au sentiment de répétition de l'histoire révolutionnaire. Déjà, le style populiste de Vincent s'était distingué de celui apparemment chaotique de Jolibois mentionné ci-dessus. Les journaux avaient décrit la popularité de Vincent en mentionnant les projets qu'il avait menés à bien, et avait présenté les pauvres des villes comme étant les bénéficiaires de l'œuvre caritative de Vincent⁷⁰. *La Relève* avait qualifié son programme politique de «vincentisme» et avait loué ses gestes de charité envers «des infortunés et des détreffés. La bourse de Son Excellence est constamment ouverte⁷¹». *Le Nouvelliste* avait loué le fait que le premier acte officiel de Vincent en tant que président avait été de signer «un chèque de 5,000 gourdes [...] pour être distribuées aux familles les plus pauvres de la ville⁷²». Une chanson populaire intitulée «Papa Vincent» n'avait fait que renforcer l'image paternaliste du président⁷³.

Une fois parvenu à la présidence, Vincent avait commencé à adoucir la position anti-étasunienne qui avait été la sienne pendant des décennies. En rupture avec celle-ci, il avait refusé de s'opposer à la Convention de 1915, qui avait légalisé l'occupation. Pourtant, au cours de la première année de son mandat, il avait supervisé certaines étapes menant à l'haïtianisation, lorsque les bureaux liés aux travaux publics, à l'agriculture et à l'hygiène avaient été placés sous contrôle haïtien⁷⁴. En ce qui concerne les positions conciliatrices de Vincent, les chercheurs, autant ceux qui les justifient par les contraintes auxquelles il était soumis que ceux qui les critiquent, attribuent les progrès réalisés en matière d'haïtianisation au militantisme du peuple haïtien et à la pression exercée par d'autres secteurs

69 Trouillot, *Haiti: State Against Nation*, p. 107; Nicholls, *From Dessalines to Duvalier*, p. 151; Verna, *Haiti and the Uses of America*, pp. 68, 72.

70 «Le bilan du premier mandat du Président Sténio Vincent 1930-1936», *La Relève*, mars-avril-mai, 1936, pp. 26, 117-118.

71 Ibid., p. 32.

72 «Le Président Vincent fait un don de 5,000 gourdes aux pauvres de la Ville», *Le Nouvelliste*, 19 novembre, 1930.

73 «Le bilan du premier mandat du Président Sténio Vincent 1930-1936», *La Relève*, mars-avril-mai, 1936, p.117.

74 Pamphile, *Contrary Destinies*, p. 46.

du gouvernement⁷⁵. J'aborderai maintenant l'histoire des pressions venant du pouvoir législatif exercées contre Vincent et celle des efforts faits par celui-ci pour les maîtriser.

Au cours de la première année de session de la Chambre des députés, les représentants de celle-ci avaient créé des commissions, discuté des politiques, écouté les pétitions écrites venant des citoyens, débattu des droits des entreprises étrangères et, d'une manière générale, entrepris le genre d'activités propre aux parlements. Les délibérations étaient devenues parfois houleuses, et les députés en avaient profité pour afficher leurs idées politiques. Rien de tout cela ne se produisait à huis clos. *Le Matin* publiait en effet, systématiquement, des comptes rendus de leurs activités, offrant aux lecteurs haïtiens d'alors et aux historiens d'aujourd'hui un aperçu des travaux réalisés par la Chambre en tant qu'organe législatif et que lieu de travail⁷⁶.

Contrairement à la ligne conciliatrice de Vincent, les positions anti-occupation de Jolibois avaient été évidentes dès le début. Après avoir pris le pouvoir, Jolibois avait continué de se livrer à des activités nationalistes et de critiquer les structures politiques liées à l'occupation⁷⁷. De plus, *Le Matin* assurait la diffusion publique des positions de ce candidat. Au moment de prêter serment, Jolibois avait promis « de maintenir les droits du peuple et d'être fidèle à la Constitution que le peuple se donnera librement », mais il avait refusé de prêter serment sur la Constitution haïtienne de 1918 en invoquant le fait que celle-ci avait été imposée par les « marines ». Il avait ensuite profité de l'occasion pour expliquer la nécessité pour la Chambre de rester fidèle au patriotisme et au nationalisme que celle-ci avait défendus. Les observateurs s'étaient même demandé si on le laisserait exercer

75 Ibid., p. 45; Castor, *L'occupation américaine*, 240.

76 Voir par exemple: «Chambre des Députés: 12 novembre 1930», *Le Matin*, 14 novembre, 1930; «Le Ministre de la Justice et l'incident de la Gonâve», *Le Matin*, 8 mai, 1931; «Chronique Parlementaire: Chambre des Députés», *Le Matin*, 30 avril, 1931; «Chronique Parlementaire: Chambre des Députés», *Le Matin*, 11 mai, 1931; «Chambre des Députés (Suite)», *Le Matin*, 6 juin, 1931. À un moment donné en 1931, Jolibois a cessé d'être président par intérim de la Chambre, bien que la transition ait été peu mentionnée dans la presse, et il est resté actif au sein du corps législatif par la suite.

77 Urbinati, «Political Theory of Populism» p. 121.

ses fonctions étant donné qu'il n'avait pas prêté le serment rituel⁷⁸. Jolibois avait néanmoins obtenu 17 des 33 voix émises par ses collègues députés, et était devenu président de cette instance⁷⁹.

Au cours de ses premiers mois de session, la Chambre des députés avait abordé de nombreuses questions qui la mettaient en contradiction avec le pouvoir exécutif. En juillet 1931, les députés avaient mené un débat au sujet d'une loi relative à la liberté de la presse, qui était liée au pouvoir exécutif et qui était l'un des héritages anti-libéraux de l'occupation. Au cours des années 1920, le gouvernement d'occupation avait emprisonné de nombreux journalistes pour leurs critiques des représentants de l'État ou de la politique, ce qui constituait l'une des formes les plus flagrantes de la nature dictatoriale de l'occupation. Ce débat sur les droits démocratiques concernait également le pouvoir exécutif. Le président haïtien Louis Borno (1922-1930) avait joué un rôle central quant à cette loi de censure. Il avait été régulièrement la cible d'écrits offensants, et il avait appliqué cette loi de la manière aussi draconienne que possible puisqu'elle faisait partie d'un des rares domaines qu'il contrôlait dans le cadre de son pouvoir limité par la domination étasunienne⁸⁰. Lors des débats de 1931, Jolibois avait parlé avec passion de ses propres arrestations, décrétées en vertu des lois sur la presse de l'occupation. Contrairement à lui, un autre député, Irech Chatelain, s'était prononcé en faveur de la réduction de la liberté de presse et avait dénoncé le *Courrier Haïtien* de Jolibois comme étant l'un des nombreux journaux qui n'était pas sérieux et qui ne méritaient aucune protection. Leur débat était devenu tellement houleux que la Chambre avait dû ajourner les délibérations⁸¹. *Le Pays* avait accusé Jolibois d'avoir proféré des insultes qui n'étaient pas nécessaires contre son collègue⁸².

Les visites de membres du cabinet de Vincent avaient été l'occasion d'autres confrontations entre le législatif et l'exécutif au sujet de la politique

78 «Chambre des Députés», *Le Matin*, 12 novembre 1930.

79 «Dernière heure», *Le Matin*, 11 novembre 1930.

80 Michel Acacia, «Louis Borno et les nationalistes. Le combat des journalistes haïtiens». *Revue de la Société haïtienne d'histoire de géographie et de géologie* 259-262, janv.-déc., 2016, p. 125; Péan, *Haïti, économie politique de la corruption*, pp. 106-108.

81 «Dernière heure» *Le Matin*, 14 juillet, 1931; «Chambre des Députés: Séance du 13 juillet 1931», *Le Matin*, 15 juillet, 1931.

82 «Une imposture: Rectification nécessaire», *Le Pays*, 16 juillet, 1931.

haïtienne. Les interactions avaient été consignées dans les rapports quotidiens de la session législative et publiées dans les journaux, ce qui garantissait une audience publique. Lors de ces réunions, les législateurs avaient exercé d'intenses pressions sur les membres du cabinet pour qu'ils contestent le pouvoir de la Haitian American Sugar Company (HASCO) et celui du personnel de l'école d'agriculture de Damien. Cette institution était encore dirigée par un responsable étasunien, même si les plaintes des Haïtiens contre la direction étasunienne avaient été le facteur qui avait déclenché la grève nationale de 1929. Les députés avaient également fait part, avec insistance, aux membres du cabinet, de leurs critiques sur la lenteur du processus d'haïtianisation⁸³.

Les débats avec les ministres avaient également porté sur la question du racisme étasunien. Lors d'une série de réunions tenues en mai 1931, les législateurs avaient pressé le secrétaire d'État et de la Justice d'ouvrir une enquête sur « l'affaire de la Gonâve ». Ils faisaient référence au « marine » Faustin Wirkus, qui, dans les années 1920, avait été en poste sur la petite île portant ce nom, située au large de la côte ouest d'Haïti. Wirkus avait affirmé, dans un livre sensationnaliste qui venait de paraître, qu'il avait régné comme le « Roi Blanc » de l'île⁸⁴. Pressé à plusieurs reprises par Jolibois d'enquêter, le secrétaire Adhémar Auguste « répond qu'il ne peut rien devant l'omnipotence du séquestre américain qui est un vrai Roi de la Gonâve. ». Jolibois avait critiqué, pour cette réponse consternante, ce membre du cabinet en lui rappelant des actions nationalistes qu'il avait prises contre l'occupation, et en le couvrant ainsi de honte. Bientôt,

83 Les séances législatives étaient couvertes en première page de chaque numéro du journal *Le Matin* avec le titre: «Chambre des Députés». Pour un exemple parmi de nombreux autres, voir «Chambre des Députés: Séance du 22 juillet», *Le Matin*, 24 juillet 1931.

84 William Seabrook, *The Magic Island*, New York, The Literary Guild of America, 1929, p. 171-85 ; Faustin Wirkus and Taney Dudley, *The White King of La Gonave*, Garden City, NY, Garden City Publishing, 1931 ; Henry E. Armstrong, « The Sergeant of Marines who Played at being King; Sergeant Wirkus, » *The New York Times*, 12 April, 1931. L'événement a été couvert dans le livre sensationnaliste *The Magic Island* de William Seabrook, dont le succès a incité Wirkus à écrire son propre livre sur son expérience, qui a été publié vers mars ou avril 1931. Voir Mary Renda, *Taking Haiti: Military Occupation and the Culture of U.S. Imperialism, 1915-1940*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2001, p. 254.

«L'auditoire manifeste bruyamment contre les Secrétaires d'Etat qui prennent congé de la Chambre des députés». Et lorsqu'un autre député s'était levé pour faire son rapport, il avait soulevé un brouhaha si assourdissant qu'on n'avait pas pu l'entendre. Il était alors presque 15 heures, et le cabinet avait été ajourné pour la journée⁸⁵. Quelques semaines plus tard, le cabinet de Vincent avait démissionné en masse «en raison de l'antagonisme régnant au sein de la législature⁸⁶».

Le nationalisme et l'opposition à l'occupation manifestés par la Chambre des députés avaient accentué la position modérée de Sténio Vincent, et révélé son dilemme politique : le président haïtien devait œuvrer en respectant les limites fixées par l'occupant, au sein d'un pouvoir exécutif devant être soumis aux responsables étasuniens, alors que le pouvoir législatif ne devait se soumettre à aucune restriction de ce genre. L'exécutif s'était alors prononcé ouvertement contre l'occupation et Vincent s'était efforcé de se montrer nationaliste. Le président Vincent s'était ainsi retrouvé de plus en plus à l'opposé de la vision dichotomique défendue par Jolibois et par d'autres membres du législatif sur la société haïtienne. À l'été 1931, la plupart des membres de la Chambre des députés avaient critiqué Vincent pour la trop longue durée du processus de *désoccupation*, et les lecteurs des journaux pouvaient lire de constantes critiques sur sa coopération avec l'occupant et sur sa lenteur à le faire quitter le pays. À la fin mai 1931, la Chambre avait voté l'annulation du traité initial qui donnait aux troupes étasuniennes le droit de rester en Haïti jusqu'en 1936, même sans l'approbation de Vincent. L'événement avait suscité la publication de nombreux articles aux États-Unis. Comme l'avait expliqué un auteur du *New York Herald Tribune*, dans un article que *Le Matin* allait rééditer, cela «placera le gouvernement dans la position embarrassée de déclarer publiquement s'il en est accord avec le corps Législatif [...] La session d'aujourd'hui de

85 «Chronique Parlementaire: Chambre des Députés», *Le Matin*, 11 mai 1931.

86 «La Chambre d'Haïti s'agite pour annuler le traité avec les États-Unis», *Le Matin* 25-26 mai, 1931. See also, Charles Dupuy, « La carrière mouvementée de J. Adhémar Auguste (Charles Dupuy) », n. d., <https://www.villeducaphaitien.com/histoire/portraits-de-maires/32-portraits-de-maires/100-la-carriere-mouvementee-de-j-adhemar-auguste>.

la Chambre a produit le plus fort esprit anti-américain manifesté par ce corps depuis qu'il s'est réuni⁸⁷. »

Vincent, en ce qui concerne son nationalisme, perdait de plus en plus de sa crédibilité parmi les opposants radicaux à l'occupation. Le mois suivant, Jolibois et d'autres députés avaient critiqué le secrétaire d'État étasunien, Henry Stimson, d'avoir affirmé que l'instabilité en Haïti pourrait nécessiter la prolongation de la présence militaire étasunienne. Les observateurs haïtiens avaient affirmé que les informations faisant état d'instabilité étaient fausses. Le 1^{er} juillet 1931, *Le Matin*, qui n'était pourtant pas une publication incendiaire, avait signalé clairement le rôle proéminent joué par la Chambre dans le processus d'haïtianisation. « La Chambre d'Haïti exige la fin de l'Occupation par les États-Unis⁸⁸. »

En plus d'être une menace pour l'image nationaliste de Vincent, la Chambre proposait une politique totalement différente en matière d'approche envers le peuple et de relations entre les États-Unis et Haïti. D'une part, cette instance n'était pas redevable aux autorités étasuniennes, ce qui donnait aux séances de travail une atmosphère chaotique échappant au contrôle de Vincent. D'autre part, cette situation était exacerbée parce que l'on savait que l'un des membres les plus virulents de la Chambre avait organisé des manifestations dans les rues de Port-au-Prince, d'orientation totalement contraire à celle des actes de charité venant d'en haut et des événements plus contrôlés associés à Vincent.

Jolibois avait encore exacerbé ces divergences en utilisant le corps législatif pour amplifier les critiques à l'égard du président. *Le Matin*, par exemple, avait publié une lettre ouverte signée du pseudonyme de Rudy, qui reprenait peut-être une déclaration que Jolibois aurait faite dès son arrivée au pouvoir sur la nécessité d'accélérer le processus de *désoccupation*. Jolibois l'avait peut-être écrite, mais on ne pouvait pas le savoir avec certitude. Quoi qu'il en soit, une lettre de Jolibois avait fourni à ce dernier l'occasion de critiquer la lenteur de Vincent et du gouvernement étasunien. Jolibois avait comparé la durée interminable du processus avec

87 « La Chambre d'Haïti s'agite pour annuler le traité avec les États-Unis », *Le Matin*, 25-26 mai 1931.

88 « La Chambre d'Haïti demande la fin de l'Occupation par les États-Unis », *Le Matin*, 1^{er} juillet 1931.

la rapidité apparente avec laquelle les responsables dominicains avaient remplacé les « marines » étasuniens lors du retrait des troupes du pays voisin en 1924⁸⁹. Le mois suivant, Jolibois avait écrit une lettre ouverte au président Vincent, qui avait été publiée dans *Le Matin*, et qui critiquait le président de n'avoir pas tenu ses propres engagements antérieurs⁹⁰. Ce militantisme législatif devenait de plus en plus menaçant pour Vincent. Au cours des années suivantes, Sténio Vincent avait déployé beaucoup d'efforts pour rester au pouvoir et pour conclure des accords politiques et économiques avec les États-Unis sans l'approbation du pouvoir législatif⁹¹. Sa position apparemment modérée par rapport aux États-Unis l'avait, en réalité, obligé à réprimer les nationalistes les plus radicaux au sein de son propre gouvernement, à commencer par Jolibois.

Des processus politiques similaires se déroulaient de l'autre côté de la frontière, en République dominicaine. Rafael Trujillo utilisait l'apparat public, des programmes de développement rural et une manipulation habile des rhétoriques nationalistes et culturelles pour se présenter comme l'incarnation de la nation dominicaine. Comme Vincent, Trujillo entretenait des relations de travail avec les États-Unis. À cette époque, le dirigeant dominicain avait déjà commencé à réprimer activement ses rivaux politiques et à renforcer son contrôle sur la campagne dominicaine. Vincent, bien qu'il comptât moins que Trujillo sur la violence, utilisait celle-ci comme lui en Haïti⁹².

Pour Vincent, le premier moyen lui permettant d'éliminer les concurrents nationalistes avait été la ratification d'une nouvelle constitution. De nombreux populistes utilisaient la révision de la constitution comme moyen d'organiser des élections, de maintenir leur visibilité auprès du public et d'en utiliser les résultats comme preuve de leur popularité⁹³. Et Jolibois et d'autres pensaient, en effet, que le document de 1918

89 « Le moulin [...] de la galette », *Le Matin*, 23 mai, 1931 ; « Une lettre du député Jolibois au Directeur du *Nouvelliste* », *Le Matin*, 25-26 mai 1931.

90 « Une lettre du Député Jolibois », *Le Matin*, 6 juin, 1931.

91 Shannon, *Jean Price-Mars*, pp. 116-119 ; Péan, *Haïti, économie politique de la corruption*, p. 187.

92 Turits, *Foundations of Despotism* ; Derby, *The Dictator's Seduction* ; Roorda, *The Dictator Next Door*.

93 Urbinati, "Political Theory of Populism", p. 119.

était illégitime, et ils avaient participé activement au processus de sa reformulation. Les députés et les sénateurs, tout en faisant pression sur l'administration Vincent, travaillaient d'arrache-pied pour élaborer une nouvelle charte nationale. En avril 1931, les journaux, dans leur couverture des procédures législatives, mentionnaient que celles-ci exigeaient de longues nuits de travail et un important personnel⁹⁴. Une nouvelle constitution avait finalement été ratifiée. Elle exigeait que tous les législateurs se présentent de nouveau aux élections, en janvier 1932.

Les nouvelles élections avaient fourni à Vincent l'occasion d'éliminer un rival populaire et de s'assurer le monopole du populisme, ainsi que, par extension, celui des normes de la politique de masse à Haïti après l'occupation. Vincent avait pris des mesures presque immédiates pour assurer la défaite électorale de Jolibois, en faisant incarcérer son adversaire sur la base d'accusations non-fondées de meurtre. En effet, le 14 novembre 1931, Elius Elie, député de la Chambre qui représentait la commune de Las Cahobas, avait été assassiné plus à l'est, à Belladère, lieu où il avait été invité à un rendez-vous par une lettre anonyme signée « Un ami ». Dans la nuit du crime, un ancien gendarme nommé Renoy Ducroq avait été arrêté, mais des incertitudes planaient sur l'affaire, et nombreux étaient les personnes qui croyaient qu'il s'agissait d'un complot politique⁹⁵. Les détails du crime étaient flous, les journaux avaient émis des hypothèses sur le ou les coupables, et les autorités s'étaient plaintes de fuites de documents du procès⁹⁶. Le juge Élie Lescot, qui allait succéder plus tard à Sténio Vincent à la présidence de la République, avait été nommé pour enquêter sur l'affaire et interroger les témoins.

Trois jours après le meurtre, Jolibois et d'autres personnes avaient été arrêtés en relation avec ce crime⁹⁷. *Le Pays* avait présenté un dossier circonstanciel contre Jolibois, qui soulignait la rivalité politique de ce dernier contre la victime et l'opposition d'Elius Elie contre le président Vincent⁹⁸.

94 « Chronique Parlementaire: Chambre des Députés », *Le Matin*, 30 avril 1931.

95 « L'affaire de Las Cahobas », *Le Matin*, 23 novembre, 1931.

96 « Échos », *Le Matin*, 1er décembre, 1931

97 « Nouvelles rapides », *Haïti-Journal*, 17 novembre, 1931; Péan, *Haïti, économie politique de la corruption*, p. 177.

98 « Vilain stratagème de notre confrère *Le Devoir*: L'arrestation de Jolibois et les défenseurs bénévoles de l'agitateur », *Le Pays*, 26 novembre 1931.

Cette opinion était cependant minoritaire. D'éminents sénateurs s'étaient rapidement portés à la défense de Jolibois, parmi lesquels Jean Price-Mars⁹⁹. Même les opposants de Jolibois remettaient en question la légalité, la légitimité et la stratégie liées à son arrestation. *Le Matin* s'interrogeait sur le précédent juridique qui consistait à mettre en prison un homme politique en exercice, sans parler des effets négatifs que cela pourrait avoir sur le régime de Vincent¹⁰⁰. *Le Nouvelliste* se demandait rhétoriquement : « Est-ce à croire alors que le juge Lescot a voulu, en faisant de [Jolibois] une victime d'une instruction hâtive, donner un certain regain à son influence¹⁰¹ ? ». Un responsable étasunien, s'exprimant rétrospectivement après les élections de 1932, avait affirmé « que le gouvernement Vincent avait « utilisé tous les moyens, justes ou injustes, à sa disposition », y compris l'utilisation d'argent et l'élimination de toute opposition aux élections locales, ce qui avait notamment fait en sorte que Jolibois perde son mandat au Congrès en le gardant en prison¹⁰² ». Après un an au pouvoir, Jolibois avait fait face à l'état de droit capricieux de Vincent, signe de ce qui allait arriver plus tard aux opposants idéologiques de celui-ci.

À la fin de 1931, Jolibois avait repris la campagne électorale. En vue de sa nouvelle candidature à un siège à la Chambre des Députés, il avait écrit à trois reprises à Trujillo pour lui demander davantage de fonds¹⁰³. C'était, pour Jolibois, un pari judicieux, car non seulement lui et Trujillo s'étaient entraîdés auparavant pour s'assurer le pouvoir politique dans leur pays respectif, mais le dirigeant dominicain devenait apparemment frustré de ce que ses rivaux dominicains aient trouvé refuge en Haïti¹⁰⁴. Comme dans le passé, les exilés dominicains avaient gardé une bonne image auprès de la population d'Haïti et avaient reçu un accueil chaleureux de l'autre côté de la frontière, malgré l'opposition de Trujillo. Un exemple de cela est un article du journal *Le Matin* de 1931, qui avait célébré l'octroi par Haïti du statut de résident à M. Valentin Tejada, rédacteur en chef d'un

99 « Nouvelles rapides », *Haïti-Journal*, 26 novembre 1931.

100 « Le cas de M. Jolibois », *Le Matin*, 23 novembre 1931.

101 Cité dans « Échos », *Le Matin*, 26 novembre 1931.

102 Dana Munro, cite dans Shannon, *Jean Price-Mars*, p. 115.

103 Lettres de Joseph Jolibois to Rafael Trujillo, 6 mai, 29 juillet et 6 août 1931, Archivo General de la Nación, Santo Domingo, Colección Bernardo Vega No. 05-016.

104 Vega, *Trujillo y Haïti Volume iv*, pp. 26-27.

journal dominicain, qui « est parmi ces infortunés Dominicains venus en Haïti pour la sécurité de leurs personnes » et qui « prépare une brochure où il racontera son emprisonnement et donnera un aperçu de la situation politique en son pays¹⁰⁵ ». Il n'y a aucune preuve que Trujillo ait, à un moment quelconque, répondu aux demandes d'aide de Jolibois, mais ces faits s'ajoutent au contexte plus large qui montre la gravité, pour ces dirigeants populistes, de la question du militantisme transnational et des rivaux politiques.

Le cas Tejada montre également que l'autoritarisme croissant de Trujillo et de Vincent était non seulement parallèle mais étaient aussi étroitement liés. Au cours des mois et des années qui allaient suivre, Trujillo allait réprimer les Dominicains qui cherchaient à s'exiler en Haïti. En 1932, par exemple, Tejada avait été attaqué par Carlos José Medina, ancien soldat dominicain, alors qu'il entra à l'Hôtel España, et le même jour, le père de Tejada avait été mystérieusement tué en République dominicaine¹⁰⁶. Ce n'est qu'en août 1933, lorsque le dictateur cubain Gerardo Machado avait été destitué, que les Dominicains avaient commencé à chercher refuge à Cuba. Lorsque les réfugiés dominicains avaient quitté Haïti, les relations entre Vincent et Trujillo s'étaient améliorées puisque la question des exilés anti-Trujillo n'existait plus¹⁰⁷.

Une semaine après l'arrestation de Jolibois, le président Vincent avait pris des mesures supplémentaires pour faire taire ses opposants nationalistes les plus radicaux. Il avait dissous l'*Union patriotique*, en affirmant, pour se justifier, que celle-ci avait atteint ses objectifs, qui, selon lui, se limitaient à assurer le pouvoir politique et à préparer la voie à la *désoccupation*. C'était la fin sans cérémonie d'une organisation qui avait réussi à rester, dans les débats publics, à l'avant-garde pendant l'occupation, et à être encore le porte-drapeau du patriotisme anti-occupation. Mais cette affirmation de Vincent, soi-disant bien fondée juridiquement, reposait sur une lecture tendancieuse d'une loi de 1836 sur les organisations politiques¹⁰⁸, alors que la plupart des gens y voyaient une décision poli-

105 « Un confrère Dominicain », *Le Matin*, 3 décembre 1931.

106 « Une étrange coïncidence », *Le Matin*, 14 octobre 1932.

107 Vega, *Trujillo y Haití Volume iv*, p. 26-27.

108 « Le Fossile », *Le Matin*, 28 novembre 1931.

tique, car elle semblait donner à Vincent le monopole du nationalisme haïtien. Cette décision unilatérale avait suscité un vif débat dans la presse haïtienne¹⁰⁹. À court terme, elle garantissait que tous les candidats aux élections de janvier 1932 devaient ne compter que sur eux-mêmes. À long terme, le nationalisme culturel défendu par l'*Union patriotique* et par d'autres intellectuels indigénistes allait se diviser en deux tendances, celle des marxistes, qui cherchaient à transformer les rapports de classe en Haïti, et celle des *noiristes*, qui promouvaient une autre vision du nationalisme noir¹¹⁰. La répression exercée par Vincent contre ceux qui avaient adhéré au marxisme avait été particulièrement féroce au cours de sa décennie au pouvoir¹¹¹.

L'arrestation de Jolibois et la dissolution de l'*Union patriotique* avaient coïncidé avec les anniversaires conjoints de la bataille de Vertières et de l'élection de Vincent à la présidence. Les journaux avaient ainsi pu mettre fin aux discussions de fond concernant cette arrestation en publiant des titres plus festifs¹¹². Au cours des semaines suivantes, les journaux avaient publié des mises à jour sur l'enquête concernant le meurtre ainsi que des discussions sur les changements constitutionnels encore en cours de finalisation à l'approche des élections. Ils avaient ajouté à ces articles des informations sur le fonctionnement des listes électorales et de l'enregistrement, ainsi que des articles controversés sur l'*Union patriotique*. Le nom de Jolibois était le plus souvent évoqué en lien avec l'enquête pour meurtre qu'en lien avec des élections à venir, auxquelles le député continuait à se présenter comme candidat. Même après sa dissolution, l'*Union patriotique* avait envoyé de longues lettres aux journaux, mais ceux-ci n'avaient publié que des listes de leurs contenus. Mais ces listes étaient révélatrices puisqu'elles dénonçaient l'occupation étasunienne et la dissolution de l'*Union Patriotique* par Vincent. L'une d'elles contenait également « une lettre au secrétaire d'État de la Justice par laquelle l'Union Patriotique proteste contre l'emprisonnement de Mr. Jolibois, député et

109 McPherson, *The Invaded*, p. 258; Shannon, *Jean Price-Mars*, p. 115.

110 Smith, *Red & Black*, 14-28; Shannon, *Jean Price-Mars*, 110-112.

111 Smith, *Red & Black*, 14-23.

112 « Au Palais National », *Le Matin*, 19 novembre 1931; « Le 18 novembre », *Le Matin*, 19 novembre 1931.

membre de son comité central¹¹³ ». Jolibois avait finalement été libéré à la veille de l'élection, malgré l'opposition de Vincent, lorsque le plus haut tribunal d'Haïti était intervenu en sa faveur¹¹⁴. Mais en ce qui concerne la campagne de Jolibois, le mal avait été fait.

La couverture médiatique des élections de 1932 montrait que celles-ci maintenaient leur ton populiste et rendaient hommage à la citoyenneté haïtienne, malgré les difficultés de voter rencontrées par certaines personnes¹¹⁵. *Le Matin* avait félicité le peuple haïtien d'avoir organisé deux élections honnêtes, sans problème ni tumulte, et s'était réjoui de ce que « notre peuple, en a affirmé la maturité politique¹¹⁶ ». D'autres observateurs avaient affirmé que l'élection avait été frauduleuse¹¹⁷. Jolibois avait perdu de façon écrasante, par 3 570 contre 14 826 voix sur son adversaire, Nemours Vincent, frère du président. Ainsi avait pris fin le rôle formel de Jolibois en politique. Ainsi, les fausses accusations de meurtre avaient causé sa perte¹¹⁸.

Jolibois avait continué de protester contre Vincent après la destitution de ses fonctions. En août 1932, quelques mois seulement après les élections, Jolibois avait été de nouveau arrêté, cette fois pour avoir publié des articles critiques à l'égard du président. On se souvient qu'il avait été incarcéré à plusieurs reprises au cours des années 1920, sous Louis Borno, mais le fait qu'il le soit à nouveau à cette date, sous le gouvernement d'un nationaliste auto-proclamé, révélait que l'héritage dictatorial du régime militaire étasunien s'était maintenu même au cours des premières années de l'installation de Vincent au pouvoir¹¹⁹.

113 « Union Patriotique », *Le Matin*, 2 décembre, 1931.

114 Gerard Jolibois, Karl Jolibois et Yvan Jolibois, Lettres des enfants du Leader J. Jolibois fils au Gouvernement Américain et Réponses du Département de la Marine et de la Légation Américaine, Port-au-Prince, Imprimerie du journal *Le Courrier Haïtien*, 1933, p. 10.

115 « Notre œil », *Le Matin*, 14 janvier 1932

116 « La journée électorale », *Le Matin*, 14 janvier 1932.

117 Péan, *Haïti, économie politique de la corruption*, p. 179-182; Shannon, *Jean Price-Mars*, p. 115.

118 « Les élections à Port-au-Prince », *Le Matin*, 14 janvier 1932.

119 Acacia, « Louis Borno et les nationalistes. »

Le président Vincent avait alors signé un nouvel accord financier avec les États-Unis, qui permettrait aux occupants de superviser les finances haïtiennes, même après la fin du régime militaire. L'accord du septembre 1932 «était un effort à peine déguisé visant à réaffirmer le contrôle étasunien sur les affaires financières haïtiennes». Vincent avait ainsi contourné le législateur haïtien, qui avait déjà rejeté un accord similaire¹²⁰. Le dirigeant du pays avait ainsi soumis unilatéralement l'avenir économique d'Haïti au contrôle financier étasunien, malgré l'opposition de sa législature élue et les écrits de son ancien allié incarcéré.

Jolibois avait poursuivi son militantisme à partir de sa prison, alors que Vincent était devenu plus agressif quant à l'utilisation du pouvoir exécutif et qu'il avait renforcé davantage les relations économiques d'Haïti avec les États-Unis. En 1932, Jolibois, aidé par ses fils adolescents, Gérard (14 ans), Karl (13 ans) et Yvan (12 ans), avait cherché à contacter des alliés potentiels à l'étranger. Les trois jeunes gens avaient aidé leur père à envoyer des lettres à son ancien allié, James Weldon Johnson, directeur de la NAACP (*Association nationale pour l'avancement des personnes de couleur* des États-Unis), ainsi qu'à Franklin Roosevelt, candidat démocrate à la présidentielle des États-Unis¹²¹. Les lettres de Jolibois portaient surtout sur le rythme de la *désoccupation* et sur l'accord financier que Vincent avait tenté, sans succès, de faire adopter par la législature haïtienne. Ainsi Jolibois avait tiré, à bien des égards, la sonnette d'alarme concernant la présidence de Vincent et avait réitéré son propre objectif de *désoccupation*. Dans sa lettre adressée à James Weldon Johnson, il se plaignait de la fermeture du *Courrier haïtien* et de sept autres journaux par l'administration Vincent. Jolibois insistait aussi sur la nécessité d'annuler les onéreux prêts étrangers accordés par Haïti aux banques étasuniennes, sur la nécessité d'indemniser les paysans victimes de la violence étasunienne et de défendre d'autres

120 Pamphile, *Contrary Destinies*, p. 46-7, cité à la p. 46.

121 Gerard Jolibois, Karl Jolibois and Yvan Jolibois, *Lettres des enfants du Leader J. Jolibois fils*, p. 3-13; Letter from Joseph Jolibois to James Weldon Johnson, 21 septembre 1932. James Weldon Johnson and Grace Nail Johnson Papers, Yale Collection of American Literature, Beinecke Rare Book and Manuscript Library (hereafter JWJGNJ) Papers Box 11, Folder 236.

politiques que celles de coopération de Vincent avec les États-Unis¹²². Bien qu'il n'existe pas de trace des lettres écrites par Jolibois à Trujillo au cours de cette période, il est clair que la presse dominicaine, dont les actions étaient désormais contrôlées par l'homme fort du pays, avait également critiqué l'arrestation de Jolibois. En janvier 1933, le *Listin Diario* avait critiqué Vincent d'avoir emprisonné Jolibois¹²³. Finalement, ce dernier avait été libéré, mettant fin au dernier des cycles habituels de protestations, d'incarcérations et libérations qu'il avait connues et allait connaître jusqu'à la fin de sa vie.

L'élimination par Vincent de ses rivaux nationalistes tels que Jolibois et que l'*Union patriotique*, avait consolidé les objectifs du président en matière de relations haïtiano-étasuniennes. Ces objectifs avaient également été les précurseurs de la vague de répression contre ses opposants idéologiques, notamment contre les marxistes. Un an après l'emprisonnement de Jolibois, survenu en 1931 sur la base de fausses accusations de meurtre, des membres de la gauche, tels que Jacques Roumain, avaient été l'objet d'une série d'arrestations visant des opposants idéologiques du président. Roumain s'était caché à la fin de 1932 et avait été brièvement placé en garde à vue en janvier 1933¹²⁴. Pour les rivaux personnels de Vincent tels que Jolibois, une telle répression politique et un tel isolement cellulaire avaient précédé les arrestations plus connues de Roumain et d'autres militants. En août 1934, près de trois ans après l'arrestation fallacieuse de Jolibois pour le meurtre d'Elius Elie, Vincent avait choisi de réprimer de nombreux opposants politiques, parmi lesquels des rivaux nationalistes, tels que Jolibois, et idéologiques, tels que Roumain. Comme l'explique Patti Marxsen « l'arrestation de Roumain faisait partie d'une rafle de militants de gauche survenue en août 1934, qui comprenait Georges Petit, Émile Roumer, Max Hudicourt et Jolibois Fils. Cette répression consolidait le pouvoir de Sténio Vincent en prévision du départ des « marines »

122 Letter from Joseph Jolibois to James Weldon Johnson, 21 septembre 1932, JWJGNJ Papers Box 11, Folder 236; Letter from Joseph Jolibois to Franklin D. Roosevelt, septembre 1932, JWJGNJ Papers Box 11, Folder 236.

123 « Solicita la prensa dominicana la libertad (...) » *Listin Diario*, 1 de enero, 1933.

124 Marxsen, *Jacques Roumain*, 85.

étasuniens. Cela avait également contribué à préparer sa réélection en 1934 et le régime autoritaire qui avait suivi¹²⁵ ».

La rafle de 1934 avait peut-être semblé soudaine, mais l'expérience vécue par Jolibois montrait qu'elle était le point culminant d'un processus qui avait commencé presque immédiatement après l'arrivée au pouvoir de Vincent par l'élimination des nationalistes rivaux et la dégradation du système de freins et de contrepoids du pouvoir législatif. Lorsque les troupes étasuniennes s'étaient retirées, le dernier frein du législatif avait été éliminé. Vincent avait hérité d'une structure étatique centralisée et d'un pouvoir exécutif fort, tous deux situés dans la sphère d'influence étasunienne¹²⁶. L'image populiste de Vincent ainsi que l'idée que les masses haïtiennes acceptent passivement le paternalisme étaient restées intactes. En 1935, *L'Assaut* qualifiait Vincent de «protecteur intransigeant des masses prolétariennes¹²⁷ ».

Une analyse complète des dernières années de la vie de Jolibois dépasse le cadre de cet essai. À la fin de 1933, il avait été placé dans un hôpital psychiatrique, ce qui avait provoqué un grand débat dans la presse haïtienne quant à savoir s'il était vraiment «fou» ou s'il était victime d'un effort politique visant à ternir son militantisme¹²⁸. L'année suivante, Vincent et Trujillo avaient convenu de délimiter officiellement, en 1935, le territoire des deux pays en définissant la frontière haïtiano-dominicaine, et en 1936, ils avaient signé à ce sujet le traité à Port-au-Prince. Trujillo s'était rendu à Port-au-Prince à deux reprises en mai dans le cadre des négociations et des célébrations du traité¹²⁹. Juste un jour avant sa dernière visite, le 12 mai 1936, Jolibois était mort dans une cellule de prison¹³⁰. Des rumeurs avaient circulé selon lesquelles Jolibois, âgé alors de quarante-cinq ans, avait été

125 Marxsen, *Jacques Roumain*, p. 91.

126 Péan, *Haïti, économie politique de la corruption*, p. 187; Trouillot, *Haiti: State against Nation*, p. 102-108.

127 *L'Assaut*, 30 octobre, 1935, cité par Nicholls dans *From Dessalines to Duvalier*, p. 166.

128 Voir par exemple «Monsieur Jolibois nous assure qu'il n'est pas fou», *Haïti-Journal*, 9 décembre, 1933.

129 Zora Neale Hurston, *Tell My Horse: Voodoo and Life in Haiti and Jamaica* [1938], New York, Harper & Row, 1990, p. 90.

130 «À l'occasion de l'arrivée du Generalísimo Rafael Leonidas Trujillo (...)», *Le Nouvelliste*, 12 mai, 1936.

tué sur ordre de Vincent¹³¹. La presse haïtienne n'avait publié aucune note nécrologique sur lui, alors que le *Listin Diario* de Santo Domingo en contenait une¹³². À cette époque, Haïti et la République dominicaine avaient à leur tête des dirigeants populistes, qui réprimaient leurs rivaux en toute impunité et qui entretenaient des relations politiques et économiques étroites avec les États-Unis. Un an plus tard, en 1937, le dirigeant dominicain avait ordonné un massacre massif d'Haïtiens dans les zones frontalières dominicaines, effaçant ainsi les histoires antérieures de liens communs et assombrissant les similitudes.

Conclusion

En 1934, alors que les troupes étasuniennes se préparaient à se retirer, Haïti suivait un modèle populiste commun selon lequel l'enthousiasme nationaliste s'était transformé en régime autoritaire. Dans le présent article, nous avons mis en lumière ce processus en contextualisant le conflit qui avait existé entre Vincent et Jolibois au sein des structures du gouvernement haïtien, ainsi que différents types de populisme. Cette situation avait démontré l'existence d'un défaut structurel quant à la *désoccupation*, faisant en sorte que le pouvoir exécutif reste soumis au contrôle étasunien, le contrôle public soit vulnérable et apparemment sans abri en raison d'un usage capricieux de mécanismes punitifs judiciaires et extra-judiciaires.

S'il est tentant de passer sous silence les rivalités personnelles entre des dirigeants et de les considérer comme relevant d'une époque révolue d'écriture historique centrée sur la vie de personnalités politiques majeures, de telles relations peuvent être analysées de manière significative dans les régimes populistes où les institutions politiques sont orientées en fonction du personnage d'un dirigeant. La relation entre Vincent et Jolibois met bien en évidence ces deux éléments puisque le rival populaire de Vincent avait été le premier à subir l'érosion d'un État de droit, qui allait bientôt se répercuter sur d'autres. Vincent n'était pas devenu autoritaire seulement au moment où il a commencé à réprimer des membres

131 Hurston, *Tell My Horse*, p. 90.

132 Soukar, « Joseph Jolibois Fils » pp. 16-17 ; « Ha muerto en Haiti el culto periodista Sr. J. Jolibois Fils » *Listin Diario*, 28 mayo, 1936.

de la gauche ni au cours des années qui ont suivi le retrait des forces étasuniennes: il avait manifesté cette tendance dès sa première année de mandat. Les graines de l'autoritarisme postcolonial étaient déjà plantées dans les dernières années de l'occupation. La figure du Jolibois dans une cellule de prison était un signe annonciateur.

Bibliographie

- Abromeit, John, Bridget María Chesterton, Gary Marotta and York Norman. "Introduction," pp. xi-xxix. In *Transformations of Populism in Europe and the Americas: History and Recent Tendencies*. Edited by John Abromeit, Bridget María Chesterton, Gary Marotta and York Norman, New York, Bloomsbury, 2016.
- Acacia, Michel. «Louis Borno et les nationalistes. Le combat des journalistes Haïtiens», *Revue de la Société haïtienne d'histoire de géographie et de géologie* 259-262, janv. - déc. 2016: 117-132.
- Casey, Matthew. "Domestic Workers and Foreign Occupation: Haitian Servants, US Marines, and Conflicts over Labor and Empire in Haiti, 1915-1934" *International Labor and Working-Class History* 96 (Fall 2019): 145-167.
- _____. *Empire's Guest Workers: Haitian Migrants in Cuba during the Age of US Occupation*. New York, Cambridge University Press, 2017
- _____. "'Haitian Habits' or Occupation Policies? Harris Lifschitz and the Unevenness of State Building in Haiti, 1898-1921." *Journal of Haitian Studies* 21 (2) Fall 2015.
- Castor, Suzy. *L'occupation américaine d'Haïti*, 3^e éd., n. 1., Centre de Recherche et de Formation Économique et Sociale pour le Développement, n. d.
- Chancy, Myriam. *Framing Silence: Revolutionary Novels by Haitian Women*. New Brunswick, NJ, Rutgers University Press, 1997.
- Conniff, Michael L. «Introduction,» pp. 1-22. In *Populism in Latin America*, 2nd ed. Edited by Michael L. Conniff. Birmingham, AL, University of Alabama Press, 2012.
- Derby, Lauren. *The Dictator's Seduction: Politics and the Popular Imagination in the Era of Trujillo*. Durham, NC, Duke University Press, 2009.
- Dupuy, Charles. « La carrière mouvementée de J. Adhémar Auguste (Charles Dupuy) », n. d., <https://www.villeducaphaitien.com/histoire/portraits-de-maires/32-portraits-de-maires/100-la-carriere-mouvementee-de-j-adhemar-auguste>.

- Duvivier, Max Ulrich. *Trois études sur l'occupation américaine d'Haïti (1915-1934)*, Montréal, Mémoire d'encrier, 2015.
- Hector Auguste, Michel. « Sobre los albores del movimiento comunista en Haiti, 1927-1936. » Dans Michel Hector Auguste, Sabine Manigat et Jean Leopold Dominique (dirs.), *Haiti: La lucha por la democracia*, Puebla, Pue., MX., Universidad Autonoma de Puebla, 1976.
- Hector, Michel. « Solidarités et luttes politiques en Haïti : L'action international de Joseph Jolibois Fils, 1927-1936 », *Revue de la Société haïtienne d'histoire et de géographie* 49 (176) juin 1993.
- Heinl, Robert Debs and Nancy Gordon Heinl. *Written in Blood: The Story of the Haitian People, 1492-1971*. Boston, Houghton Mifflin, 1978.
- Hurston, Zora Neale. *Tell My Horse: Voodoo and Life in Haiti and Jamaica* [1938]. New York, Harper & Row, 1990.
- Jackson, Justin. "Roads to American Empire: U.S. Military Public Works and Capitalist Transitions, 1898-1934". *Journal of Historical Sociology* 33 (1) March 2020: 116-133.
- Johnson, Grace Sanders. « Burial Rites, Women's Rights: Death and Feminism in Haiti, 1925-1938 ». *Caribbean Review of Gender Studies* 12, 2018: 121-142.
- _____. "Occupied Thoroughfares: Haitian Women, Public Space, and the United States Occupation, 1915-1924", pp. 71-83. In *Caribbean Military Encounters*. Edited by Shalini Puri and Lara Putnam, New York, Palgrave Macmillan, 2017.
- Jolibois, Gerard, Karl Jolibois et Yvan Jolibois. *Lettres des enfants du Leader J. Jolibois Fils au Gouvernement américain et Réponses du Département de la Marine et de la Légation américaine*, Port-au-Prince, Imprimerie de *Le Courrier Haïtien*, 1933.
- Jolibois Fils, Joseph. *La doctrine de Monroe et autres textes*. Édité par Michel Soukar, Pétienville, C3 Éditions, 2014.
- Laclau, Ernesto. *On Populist Reason* [2005]. New York, Verso, 2018.
- Lopez, Patricia J. "Clumsy Beginnings: From "Modernizing Mission" to Humanitarianism in the US Occupation of Haiti (1915-1934)". *Environment and Planning A* (47), 2015: 2240-2256.
- Marxsen, Patti M. *Jacques Roumain: A Life of Resistance*, Pompano Beach, FL, Caribbean Studies Press, 2019.
- McGillivray, Gillian. *Blazing Cane: Sugar Communities, Class, and State Formation in Cuba, 1868-1898*. Durham, NC, Duke University Press, 2009.
- McGillivray, Gillian and Thomas D. Rogers. "Populism in the Circum-Caribbean, 1920s-50s", pp. 153-177. In *Transformations of Populism in Europe and the Americas: History and Recent Tendencies*. Edited by John Abromeit, Bridget María Chesterton, Gary Marotta and York Norman, New York, Bloomsbury, 2016.

- McPherson, Alan. "Joseph Jolibois Fils and the Flaws of Haitian Resistance to U.S. Occupation." *Journal of Haitian Studies* 16 (2) 2010: 120-147.
- _____. "Personal Occupations: Women's Responses to U.S. Military Occupations in Latin America." *The Historian* 72 (2010):568-598.
- _____. *The Invaded: How Latin Americans and their Allies Fought and Ended U.S. Occupations*. New York, Oxford University Press, 2014.
- Nicholls, David. *From Dessalines to Duvalier: Race, Colour, and National Independence in Haiti*. Revised edition. New Brunswick, NJ, Rutgers University Press, 1996.
- Paulino, Edward. *Dividing Hispaniola: The Dominican Republic's Border Campaign against Haiti, 1930-1961*. Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2016.
- Péan, Leslie. *Haiti, économie politique de la corruption Tome III: Le saccage (1915-1956)*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2006.
- Pamphile, Leon D. *Contrary Destinies: A Century of America's Occupation, Deoccupation, and Reoccupation of Haiti*. Gainesville, University Press of Florida, 2015.
- Putnam, Lara. *Radical Moves: Caribbean Migrants and the Politics of Race in the Jazz Age*. Chapel Hill, NC, University of North Carolina Press, 2013.
- Renda, Mary. *Taking Haiti: Military Occupation and the Culture of U.S. Imperialism, 1915-1940*. Chapel Hill, NC, University of North Carolina Press, 2001.
- Ricourt, Milagros. *The Dominican Racial Imaginary: Surveying the Landscape of Race and Nation in Hispaniola*. New Brunswick, NJ, Rutgers University Press, 2016.
- Roorda, Eric Paul. *The Dictator Next Door: The Good Neighbor Policy and the Trujillo Regime in the Dominican Republic, 1930-1945*. Durham, NC, Duke University Press, 1998.
- Schmidt, Hans. *The United States Occupation of Haiti, 1915-1934*. Brunswick, NJ, Rutgers University Press, 1971.
- Seabrook, William. *The Magic Island*. New York, The Literary Guild of America, 1929.
- Shannon, Magdaline W. *Jean Price-Mars, the Haitian Elite and the American Occupation, 1915-1935*. New York, St. Martin's Press, 1996.
- Smith, Matthew J. *Red & Black in Haiti: Radicalism, Conflict and Political Change, 1934-1957*. Chapel Hill, NC, 2009.
- Soukar, Michel. "Joseph Jolibois Fils: Résistant et martyr." Dans *La doctrine de Monroe et autres textes*. Édité par Michel Soukar, Pétionville, C3 Éditions, 2014.
- Stieber, Chelsea. *Haiti's Paper War: Post-Independence Writing, Civil War, and the Making of the Republic, 1804-1954*. New York, NYU Press, 2020.
- Trouillot, Michel-Rolph. *Haiti: State against Nation: The Origins and Legacy of Duvalierism*. New York, Monthly Review Press, 1990.

- Turits, Richard. *Foundations of Despotism: Peasants, the Trujillo Regime, and Modernity in Dominican History*. Stanford, CA, Stanford University Press, 2003.
- Urbinati, Nadia. "Political Theory of Populism." *Annual Review of Political Science* 22, 2019: 111-127.
- Vega, Bernardo. *Trujillo y Haití Volume iv (1946-1950): El complot contra Estimé*, Santo Domingo, RD, Fundación Cultural Dominicana, 2009.
- Verna, Chantalle F. *Haiti and the Uses of America: Post-U.S. Occupation Promises*. New Brunswick, NJ, Rutgers University Press, 2017.
- Wirkus, Faustin and Taney Dudley. *The White King of La Gonave*. Garden City, NY, Garden City Publishing, 1931.

Matthew Casey (PhD, University of Pittsburgh, 2012) is Associate Professor of History and Director of the School of Humanities at the University of Southern Mississippi. He is the author of *Empire's Guest Workers: Haitian Migrants in Cuba during the Age of US Occupations* (Cambridge University Press, 2017). He has published numerous scholarly articles on race, labor, and empire in early twentieth century Cuba and Haiti. He is currently writing a book that uses the life of Joseph Jolibois Fils to analyze the dynamics of political activism, democracy, and authoritarianism in US-occupied Haiti and interwar Latin America.



